

**UNE SEGMENTATION PEUT EN CACHER UNE AUTRE :
REGIONALISMES ET CLIVAGES POLITICO-ECONOMIQUES AU
TADJIKISTAN**

Stéphane A. DUDOIGNON

Les sociétés d'Asie centrale sont le plus souvent perçues dans l'ignorance de leur histoire récente, d'une façon purement synchronique. C'est pourquoi la plupart des observateurs tendent à interpréter comme traits d'archaïsme des réalités qui leur paraissent exotiques, étrangères au "monde moderne" - même lorsque ces réalités n'ont que quelques décennies d'ancienneté, ou remontent à la colonisation russe de la fin du XIX^e siècle, et relèvent donc de la plus indiscutable modernité¹. Cette projection dans le passé de réalités contemporaines, identifiées arbitrairement comme survivances d'époques révolues, entretient une forte impression d'"immobilisme", de "conservatisme", qui est à la base des stéréotypes les plus communément répandus sur cette région. Ces derniers ont notamment alimenté le diagnostic, formulé par la dissidence russe au début des années soixante-dix, que l'Asie centrale soviétique demeurerait à jamais le "sanctuaire du communisme", eu égard à la permanence de ses "traditions féodales".

Or les changements survenus dans l'ancienne Eurasie soviétique ont été amorcés, en Asie centrale, par les purges des partis communistes nationaux menées de 1981 à décembre 1986, par suite à une réaction du "centre" contre des phénomènes politiques et sociaux autonomes, regroupés sous l'appellation caricaturale de "dérives mafieuses"². Puis la guerre civile au Tadjikistan (février 1990-décembre 1992) s'est soldée par la réinstallation au pouvoir d'un parti communiste attaché à des symboles et une rhétorique obsolètes. Le conflit tadjik a aussi et surtout révélé la permanence de systèmes clientélistes, de type

¹ Il en va ainsi du taux de natalité que connaissent la plupart des régions d'Asie centrale, depuis la colonisation russe puis la soviétisation, mais qui est perçu comme un héritage d'un passé plus lointain : l'article de V. I. Bushkov, dans les pages qui précèdent, règle leur compte à quelques stéréotypes parmi les mieux installés dans les esprits.

² cf. Brown (Bess), "Political developments in Soviet central Asia : some aspects of the restructuring process in Turkmenistan, Kirgizia and Kazakhstan in the late 1980s", Shirin Akiner (dir.), *Political and Economic Trends in Central Asia*, Londres, British Academic Press & Tauris, 1992, pp. 62-63. (L'auteur a hélas tendance à percevoir la réalité sociale et politique de l'Asie centrale seulement à travers le prisme de la rhétorique policière de Moscou).

régional ou local, aux racines anciennes³, qui non seulement ont résisté aux purges de Staline et d'Andropov, mais ont été revitalisés, sur des bases nouvelles, tout au long de la période soviétique⁴. On constate par ailleurs que des phénomènes d'un même ordre sont à l'oeuvre dans les conflits qui couvent dans certains Etats voisins, à commencer par le Kirghizstan⁵, tandis que les segmentations tribales continuent de jouer un rôle majeur dans l'organisation des unités de production au Turkménistan⁶.

L'identification de ces lignes de clivage "traditionnelles" et de leur rôle dans les conflits ouverts ou latents de l'Asie centrale contemporaine a parfois suscité une vision mécaniste de ces conflits, consistant à dire qu'"après tout, ces gens-là se massacrent parce que ça fait des siècles que ça dure", et que "le soviétisme n'a fait que figer des dissensions séculaires, qui se sont réveillées sitôt disparu l'appareil répressif de l'URSS". On en regretterait presque l'échec de la reprise en mains par Andropov. La pauvreté de ce commentaire historiciste⁷ renvoie à l'indigence de nos analyses sur la Bosnie ou le Rwanda : propos de colonisateurs, prompts à nier les effets d'une modernité imposée sur des sociétés indigènes *a priori* coupables de tous les archaïsmes. Or au Rwanda la notion d'appartenance "ethnique" hutue ou tutsie ne recouvre pas, ne peut recouvrir les mêmes enjeux, essentiellement politiques, qu'il y a un siècle et demi⁸. De même la colonisation, le soviétisme ont profondément modifié et continuent de conditionner largement le fonctionnement des sociétés centre-asiatiques. Au Tadjikistan aussi, être "gharmi" ou "koulâbi", ethnonymes attribués aux milices antagonistes, n'a pas

³ Dudoignon (Stéphane A.), "Forces et partis politiques au Tadjikistan (1989-1993)", communication au colloque "Tadjikistan : les défis de l'indépendance", Genève, Institut Universitaire des Hautes Etudes Internationales, 15 décembre 1993, à paraître ss. la dir. de M.-R. Djalili et F. Grare, Genève, automne 1994 ; du même "Limites et perspectives du renouveau politique en Asie centrale. L'exemple de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan", communication au Séminaire "Asie centrale" du Centre de recherches Entreprises et Sociétés, Genève, 14-16 février 1994.

⁴ Roy (Olivier), "Les élites politiques en Asie centrale", communication au Séminaire "Asie centrale" du Centre de recherches Entreprises et Sociétés, Genève, 14-16 février 1994.

⁵ Olcott (Martha Brill), "Central Asia's Political Crisis", Dale F. Eickelman (dir.), *Russia's Muslim Frontiers. New Directions in Cross-Cultural Analysis*, Bloomington and Indianapolis, Indiana University Press, 1993, pp. 49-62.

⁶ Bouchet (Bertrand), "Tribus d'autrefois, kolkhozes d'aujourd'hui", dans Roy, Olivier (dir.), *Des ethnies aux nations en Asie centrale*, Aix-en-Provence, Edisud, 1991, pp. 55-69 (*Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée*, n° 59-60, 1991/1-2).

⁷ Voir notamment Medvedev (Vladimir), "Saga o Bobo Sangake, voine" [La saga de Bâbâ Sangak, guerrier], *Druzhba Narodov* (Moscou), 1993, n°6, pp. 188-205; et notre compte rendu détaillé dans *CEMOTI*, n°16, juillet-décembre 1993, pp. 393-400.

⁸ Coquery-Vidrovitch (Catherine), "Du bon usage de l'ethnicité", *Le Monde diplomatique*, juillet 1994, pp. 4-5.

Régionalismes et clivages

nécessairement aujourd'hui les mêmes implications qu'il y a un siècle et demi, voire soixante-dix ans.

Certes les sociabilités politiques mises au jour à la veille de la guerre civile ont été recouvertes communément du terme de "localisme" (en tadjik *mahalgaryî* ou *mahaltchîgî*), par les protagonistes du combat politique eux-mêmes, prompts à accuser leurs adversaires de factionalisme, puis par les commentateurs étrangers, naturellement ravis de trouver sur place des catégories de pensée toutes prêtes à l'utilisation. Mais nous allons voir que ce n'est pas à ce "localisme" en tant que tel, à ces solidarités politiques à base locale ou régionale que l'on doit la *gestation* de la guerre civile du Tadjikistan. Et il y a fort à parier qu'ils ne conditionneront pas davantage, d'une façon directe, le règlement durable du conflit.

Pour en arriver à ces conclusions, nous tirerons le plus grand nombre d'enseignements de la *succession* des événements qui se sont déroulés au Tadjikistan, en particulier dans la phase initiale du conflit. Car la périodisation d'une demi-décennie d'histoire tadjike particulièrement chargée restitue une bonne part de la logique des acteurs, à l'intérieur d'une "élite" nationale longtemps restée le champ clos de tous les affrontements. Les différentes périodes sont définies par les déplacements successifs de lignes de clivage politique, qui se sont avérées plus mouvantes qu'on ne le dit en général.

La sociologie des cadres ne nous est aujourd'hui que d'un secours limité pour décrire la situation actuelle, dans la mesure où le conflit tadjik a impliqué des acteurs d'un type nouveau, étrangers aux sphères urbaines du pouvoir soviétique⁹. (C'est d'ailleurs par ce déplacement du monde urbain au monde rural que l'on peut mettre en perspective le déroulement de la guerre civile tadjike avec celui du conflit afghan¹⁰). Néanmoins la mise en relief des réalignements successifs, à Douchanbeh, de différents segments de la nomenclatura d'Etat (les technocrates de l'économie planifiée, ceux de la sécurité, et l'intelligentsia d'appareil, protagonistes d'une vaste foire d'empoigne pudiquement appelée *perestroïka*) fait apparaître trois phases nettement distinctes qui ont largement conditionné l'évolution du conflit, et permet d'identifier la nature politique des lignes de fracture originelles, celles qui ont véritablement sécrété la guerre civile.

Notre périodisation présente un autre avantage, qui est de souligner l'articulation du conflit tadjik avec l'évolution politique de l'ensemble de l'espace soviétique. C'est d'autant moins négligeable que le rôle fluctuant de Moscou est vite apparu comme un facteur sur-déterminant de l'évolution de la guerre civile du Tadjikistan, au moins jusqu'à la victoire des milices des chefs de guerre "rouges", encadrées par la désormais fameuse 201e Division blindée de la Fédération de Russie.

⁹ Roy (Olivier), "Les élites politiques en Asie Centrale", communication citée.

¹⁰ Voir l'article de Gilles Dorransoro dans les pages qui suivent.

I - L'ETAPE DU CONSENSUS (PRINTEMPS 1987 - ETE 1990)

La phase préparatoire du conflit s'ouvre, dans toutes les régions de l'URSS, avec le lancement de la perestroïka et des campagnes de la glasnost, au printemps 1987 ; elle se clôt en juillet 1990 sur l'hémorragie du PCUS après son XXVIII^e Congrès et l'apparition concomitante d'une multitude de partis réceptacles pour la nomenklatura réformatrice, au centre de l'URSS comme à la périphérie (à Douchanbeh, ce sera la création du Parti démocrate du Tadjikistan, dont l'apparition sur la scène politique ouvre notre phase numéro deux).

Au Tadjikistan, cette période voit le délitement progressif d'une alliance politique conclue à la fin des années soixante-dix, entre les technocrates de la nomenklatura d'Etat (dirigeants de l'économie planifiée et responsables des organes de sécurité) et l'intelligentsia scientifique et littéraire de la république. Tous les acteurs de cette vaste constellation sont autochtones, car la politique d'"enracinement" national des cadres (*korenizatsija*) menée depuis les années trente par Moscou, puis la stabilisation des appareils sous Brejnev ont maintenant produit leurs fruits¹¹. Néanmoins leur alliance tactique est dirigée contre les cadres nationaux du Parti communiste tadjik en place depuis deux décennies, et qui sont visés par les purges andropoviennes, rythmées par la mort du premier secrétaire Djabbâr Rasûlov (en poste de 1961 à 1982) et son remplacement par Rahmân Nabiev (en avril 1982) puis, à l'aube des années Gorbatchev, Qahhâr Mahkamov (en décembre 1985).

Ces purges font suite aux premières tentatives d'Andropov, en tant que chef du KGB (1967-1982), de reprendre le contrôle, par le truchement de jeunes intellectuels et technocrates autochtones avides de pouvoir, des appareils républicains réputés aux mains d'apparatchiks, rompus à toutes les pratiques illicites. Au Tadjikistan, ces campagnes ont émaillé la chronique littéraire et politique depuis le milieu des années soixante-dix, et donné lieu aux premiers débats publics menés par les idéologues et jeunes écrivains "réformistes" du régime, mettant en cause les dirigeants du Parti¹². Le court règne d'Andropov à la tête du PCUS se solde d'ailleurs, pour l'Asie centrale,

¹¹ Rakowska-Harmstone (Teresa), *Russia and Nationalism in Central Asia. The Case of Tajikistan*, Baltimore, The John Hopkins Press, 1970, pp. 166 et s.

¹² Une table ronde organisée en octobre 1983, à Douchanbeh, a réuni des publicistes russes, des écrivains tadjiks parmi lesquels Fazl id-Dîn Muhammadiiev, héraut de la jeune génération du parti communiste, et des responsables de l'idéologie ouverts au dialogue. Les participants ont soulevé des problèmes tels que la hausse de la criminalité, la corruption des cadres régionaux et locaux du parti, le travail des enfants des écoles dans les champs de coton, ou encore un trafic de devises à la direction d'un ministère agricole. La réunion a souverainement déplu en haut lieu à Douchanbeh, et des pressions se sont exercées dès le deuxième jour pour sa clôture, suivie de multiples tracasseries contre les organisateurs (Mullâdjân, Mas^cûd, "Yak sâl bigzasht" [C'était il y a un an], *Adabiyât va san^cat* (Douchanbeh), 14 février 1991, p. 2).

Régionalismes et clivages

par le déclenchement de la vaste enquête sur les agissements de la "mafia ouzbèke". Les initiatives andropoviennes ayant le don d'obtenir les résultats exactement inverses à ceux escomptés, celle-ci entraînera à terme un raidissement des appareils républicains contre l'"interventionnisme" russe, par lequel les nomenklaturas du Parti trouveront un regain de légitimité nationale¹³. En outre l'intermède Andropov laisse derrière lui une véritable bombe à retardement, le décret de juin 1983 sur l'élargissement de l'autonomie comptable des entreprises, suffisamment flou pour favoriser, dans les années qui vont suivre, une reconversion désordonnée et conflictuelle de la nomenklatura économique et du Parti au business.

Les trois acteurs du tournant andropovien à Douchanbeh - intelligentsia, technocrates de l'économie et responsables de la police politique - ont en charge de mener la même offensive contre certaines pratiques du Parti, mais ils n'en poursuivent pas moins des buts différents, et surtout ne disposent pas de moyens ni d'une assise sociale comparables. D'autant moins qu'au Tadjikistan les grands domaines d'activité de la nomenklatura d'Etat que sont l'idéologie, l'économie et la sûreté recoupent des "niches écologiques" bien distinctes, correspondant aux régions nettement différenciées à partir desquelles la république a été constituée à la fin des années vingt.

De même que les organes centraux du PC tadjik, l'économie nationale est dominée, depuis la naissance de la RSS du Tadjikistan en 1929, par une nomenklatura originaire de Khoudjand, la grande cité caravanière puis industrielle du nord, la seule ville moderne dont fût pourvue la république au moment de sa fondation.

La police politique est elle aussi indigénisée : les échelons intermédiaires de la section républicaine du KGB sont aux mains des ismaéliens du Pamir depuis la fin des années soixante-dix. En effet les grandes familles de lettrés pamiriennes fournissent depuis des décennies nombre de ses chercheurs à l'Académie des sciences de la république ; or c'est dans cette élite académique que dans les années soixante-dix Andropov a massivement recruté, dans tout l'empire, les cadres de ses organes de sécurité, pour une offensive longuement méditée contre le Parti. D'autre part, au Tadjikistan l'hostilité au fondamentalisme sunnite des communautés ismaéliennes frontalières de l'Afghanistan font bientôt d'elles, aux yeux de Moscou, le meilleur rempart contre une extension du *djihâd* afghan à l'Asie centrale soviétique. Enfin, nous y reviendrons, les notables pamiriens maîtrisent des segments de l'économie parallèle, notamment dans la production et le trafic de stupéfiants, concurrents de ceux des "mafias" communistes d'une autre région frontalière, celle de Koulâb, qui au cours des années quatre-vingt se trouve au centre des purges effectuées au Tadjikistan. Ce sont donc souvent des

¹³ Dans un texte de 1990, le poète ouzbek Erkin Vâhidov, chantre du régime de Tachkent, ira jusqu'à identifier l'identité nationale ouzbèke avec l'appartenance au communisme (*cf.* "Uzbekchilik" [Ce que veut dire être ouzbek], dans le recueil *Iztirâb*, Tachkent, Ed. Uzbekistân, 1992, pp. 81-84).

kagébistes du Haut-Badakhchân qui, dans les dernières années du régime soviétique, sont chargés de "faire le ménage" à Koulâb. Où ils oeuvrent avec un zèle particulier, et laissent des inimitiés durables¹⁴..

Quant à l'intelligentsia nationale de la république, elle est stratifiée en deux niveaux bien séparés : les premières générations d'idéologues communistes du Tadjikistan ont été composées d'étudiants tadjiks issus des *madrassa* puis des premières universités soviétiques de Boukhara et Samarcande, grands foyers de culture persane en Asie centrale, situés en territoire ouzbek depuis le partage territorial de 1929. Ces lettrés boukhares et samarcandis, qui composent aujourd'hui encore une bonne part du corps professoral dans l'enseignement supérieur à Douchanbeh, ont éduqué peu à peu de nouvelles générations de ruraux, souvent originaires de régions peu favorisées par le développement économique de la république¹⁵.

Ces "nouveaux intellectuels", qui ont grossi les rangs du Komsomol à partir du milieu des années soixante-dix, sont souvent originaires des régions rurales du Tadjikistan central, et du Kouhistân -terme générique désignant les régions montagneuses qui constituent la majeure partie du territoire tadjik, à l'est et au centre du pays. Le Kouhistân recouvre notamment le Qarâtegîn, centré sur la haute vallée de Gharm, "oubliée" par l'industrialisation du Tadjikistan (elle ne compte encore que quelques usines d'agro-alimentaire), et qui dans les années cinquante et soixante a fourni les gros bataillons de l'émigration vers les basses vallées cotonnières du centre et du sud.

Ces migrants (tadj. *muhâdjir*) venus peupler les basses vallées du Vakhch et de Qourghân-Teppa, ne maîtrisent aucun des domaines d'activité donnant directement accès à la nomenclature - puisque l'économie reste aux mains des gens de Khoudjand, l'idéologie est le fief de ceux de Samarcande, et au sud, même dans les zones de peuplement *muhâdjir*, le Parti est sous contrôle des Koulâbis, résistant avec acharnement aux purges menées par leurs rivaux pamiriens¹⁶. Limitées à l'échelon local dans leurs perspectives de promotion sociale, car en butte à l'hostilité des "autochtones" koulâbis, prompts à les suspecter d'une solidarité de montagnards avec leurs voisins du Pamir, les communautés rurales *muhâdjir* ont tâché de s'intégrer dans le partage du travail en mettant en valeur les lopins individuels dont elles disposent, entrant en concurrence avec les cultivateurs du cru. Parallèlement les jeunes générations de Gharmis transplantés "descendent" faire des études à Douchanbeh, pour

¹⁴ Voir *infra* pp. 30-31 et note 78.

¹⁵ Voir l'article de Parvîz Mullâdjânov dans les pages qui précèdent.

¹⁶ Dans une nouvelle du jeune écrivain Gurez Safar, un solliciteur frappe à la porte du "chef", un secrétaire de parti, et se lance pour le séduire dans un éloge interminable des beautés de Gharm, avant de se rendre compte, au moment de glisser sa requête à son interlocuteur qui s'impatiente, que celui-ci est de Koulâb ("Dar qabûl-i sardâr. Hikâyâ-yi hadjvî" [Dans le bureau du chef. Nouvelle satirique], *Adabiyât va sarfât*, 14 mars 1991, p. 9.).

Régionalismes et clivages

chercher rapidement à renverser le monopole des Khoudjandis et des Samarcandis dans l'administration et la culture, et jouer ainsi leur rôle de candidats à l'élite sociale (rus. *kontrèlitchiki*)¹⁷. C'est plus tard dans cette catégorie des *muhâdjir* que les islamistes recruteront la base de leur parti puis des milices "blanches"¹⁸ ; et ce sont encore les communautés *muhâdjir* du Vakhch et de Qourghân-Teppa qui feront les frais, pendant la guerre civile, des meurtrières expéditions punitives des milices "rouges" du chef de guerre koulâbi Sangak Safar¹⁹ (pivot de l'économie de l'ombre et homme de main des communistes locaux, incarcéré à de multiples reprises à l'époque où le KGB pamirien tenait Koulâb dans son collimateur).

Le lecteur perçoit dès à présent tout ce que cette "territorialisation" des clivages politiques, recoupant partiellement des régionalismes historiques, doit au développement économique très contrasté du Tadjikistan pendant la période soviétique, et à l'essor de florissantes économies parallèles, mettant en concurrence des régions et des réseaux locaux de notables communistes. En effet c'est bien la collectivisation qui a eu pour effet, au Tadjikistan comme dans d'autres régions de l'Asie centrale sédentaire et non tribalisée, de façonner les groupes de solidarité politiques selon un ancrage *territorial*. Certes il arrive souvent que les kolkhozes, les entités administratives locales, même formés à des dates récentes, correspondent à des communautés anciennes (tadj. *qawm* ou *tâyifa*). La raison en est que le centralisme stalinien a préservé ces communautés, relais d'autorité somme toute bien commodes dans les régions les plus reculées de l'empire. (Cela n'a d'ailleurs pas empêché la Tchèque de faire fusiller massivement les chefs de ces mêmes communautés, susceptibles de constituer autant de contre-pouvoirs potentiels : c'est pourquoi, dans les campagnes tadjikes d'aujourd'hui, les présidents de kolkhoze, souvent héritiers de longues lignées de notables locaux, ont rarement connu leurs grands-pères, exécutés entre 1934 et 1937, même si les communautés qu'ils dirigent ont conservé, *grosso modo*, leur structure et leurs contours pré-révolutionnaires). Nous observons ces continuités et ces ruptures jusque dans de nombreux villages *muhâdjir* de la plaine de Qourghân-Teppa, installés en unités de production homogènes, au coeur des années soixante, dans les interstices d'un peuplement plus ancien, ou plus récemment intégrés en minorités dans des kolkhozes koulâbis²⁰.

¹⁷ Rahîmov (Rahmatbây), "Dar Tâdjîkistân djang-i mahal nest, dar Tâdjîkistân djang-i idea-hâ-st" [La guerre du Tadjikistan n'est pas un conflit régional, mais idéologique] (propos recueillis par Qâdir Rustam), *Tcharâgh-i rûz*, n° 45, [juin] 1992, p. 6.

¹⁸ Mullodzhanov (P.), "Islam i politika v Tadzjikistane" [Islam et politique au Tadjikistan], *Maverannahr* (Moscou), [n° 1], août 1992, pp. 15-21 ; et l'article du même auteur dans les pages qui précèdent.

¹⁹ Salîmpûr (Mîrzâ), "Nîm-i Tâdjîkistân be Nabiev mând" [La moitié du Tadjikistan échappe aujourd'hui à Nabiev], *Tcharâgh-i rûz*, n° 52, [août] 1992, p. 5.

²⁰ Observations personnelles de l'auteur, 1989-1993.

Stéphane A. DUDOIGNON

Parallèlement à ces phénomènes, une centralisation administrative grandissante contraignait les groupes de solidarité locale ainsi constitués, et dont les grandes migrations liées à l'essor de la monoculture cotonnière renouvelaient en permanence les territoires respectifs, à trouver le meilleur positionnement politique vis-à-vis des ministères "centraux" à Douchanbeh, afin de recevoir leur part des prébendes, des investissements et surtout des matières premières et produits manufacturés permettant de faire tourner l'appareil productif, distribués par le *Gosplan* avec une parcimonie croissante, au cours d'une dernière décennie marquée par une pénurie généralisée de biens de production²¹. Les lignées de notables locaux convertis au communisme d'appareil assumèrent du mieux qu'ils purent cette fonction redistributive que la soviétisation a ajoutée à leurs compétences traditionnelles.

Ces permanences et adaptations d'une société agraire par delà le soviétisme ont engendré une nouvelle race de dirigeants politiques, dont l'éthos peut paraître, au premier contact, paradoxal. En effet les leaders, aujourd'hui quinquagénaires, d'une génération parvenue aux commandes de l'appareil productif pendant les dernières années Brejnev sont aussi les légataires d'un pouvoir souvent hérité de leurs pères, et restent donc pénétrés d'un code éthique ancestral valorisant des attitudes ou qualités telles que la démonstration d'autorité, la propriété foncière ou du moins la disposition personnelle d'un territoire utile, l'oisiveté et les dépenses ostentatoires (cette caractéristique est parfaitement symbolisée par la pratique abondante des banquets accompagnant les rites de passage, ou *tûy*) ; ils sacrifient également volontiers à un culte de la guerre et, d'une manière plus générale, de la violence spontanée²². Néanmoins ces dirigeants tendent aussi à remplacer le mépris que professaient leurs aïeux pour les procédés méthodiques, la gestion du temps et le commerce, par une culture toute neuve d'"entrepreneurs" (tadj. *kârtchallân*), rompus aux techniques d'une économie de marché d'un type particulier.

Ces notables aux solides assises territoriales, maîtrisant des segments plus ou moins importants de l'appareil productif agricole, constitueront au Tadjikistan, après avoir tiré toute l'autonomie possible des réformes économiques d'Andropov et de Gorbatchev, la base sociale la plus ferme et la mieux armée du Parti communiste. Et ce n'est pas un hasard s'ils trouveront leurs ennemis les plus décidés en la personne des jeunes intellectuels kouhistanis frais émoulus des *instituty* qui, privés de base clientéliste sérieuse, exigeront en conséquence, dans un beau mélange de libéralisme économique sauvage et de centralisme politique andropovien, le démembrement des kolkhozes et l'abolition des divisions administratives régionales - pour en finir avec des réseaux élaborés pendant la période soviétique. Nous allons voir cependant que le conflit qui a opposé ces deux protagonistes du jeu politique tadjik, pour avoir été prévisible, n'a pas été pour autant une guerre de positions.

²¹ Roy (Olivier), "Les élites politiques en Asie centrale", communication citée.

²² Cf. Ernest Gellner, *Nations et nationalisme*, trad. Bénédicte Pineau, Paris, Payot, 1989, pp. 133-134.

Régionalismes et clivages

C'est précisément sa mobilité tactique qui donne tout son sens à la guerre civile du Tadjikistan, si tant est qu'elle en eût un.

L'ère de la remobilisation

Avant de se déchirer mutuellement en vertu d'intérêts diamétralement opposés, certains des acteurs dont nous venons de faire la connaissance ont partagé un même combat politique. En effet les années Andropov et les débuts de la perestroïka se sont accompagnés de la mise en place, dans toutes les régions de l'URSS, d'une véritable culture du consensus rassemblant intellectuels et technocrates. Une excellente illustration en est offerte au Tadjikistan par les écrits d'un personnage qui deviendra en un temps très bref, à partir de 1989, un pivot la scène politique nationale.

Le quadragénaire Safaralî Kendjaev, officier de justice de son état, originaire de la région de Khoudjand, participe d'abord à l'offensive des organes de la sécurité d'Etat, à la charnière des années soixante-dix et quatre-vingt, contre tout ce qui ressemble alors à un "apparatchik mafieux". Or à cette époque, au Tadjikistan, les purges supervisées par les stratèges khoudjandis, et opérées par des officiers du KGB originaires du Pamir, visent principalement les apparatchiks de Koulâb. Au point que la dénonciation des "affaires" impliquant l'appareil dans le sud-ouest du Tadjikistan devient entre 1987 et 1990, pour les besoins de la propagande, un genre à part entière de la littérature tadjike²³ - dans lequel tâchent de s'illustrer maints officiers de la sécurité khoudjandis et pamiriens, parmi lesquels brille le procureur Kendjaev. Jusqu'au déclenchement de la guerre civile, notre auteur de "polars" restera, sur le terrain politique, l'un des plus redoutables adversaires des "mafias" du sud.

Qui plus est, devenu dans les milieux professionnels l'une des plumes en vue de la glasnost (tadj. *âshkârâ*)²⁴, Kendjaev est même chargé, à l'automne 1989, de faire appliquer des lois votées par le soviet suprême tadjik sous la pression de l'intelligentsia de Douchanbeh, pour redonner à l'appareil une nouvelle légitimité populaire, et mobiliser les masses derrière les slogans de la perestroïka. Parmi celles-ci figure la loi instituant le tadjik langue d'Etat, que Kendjaev impose aux apparatchiks récalcitrants avec les mêmes accents comminatoires qui ont accompagné ses campagnes de purges²⁵.

Or ce même personnage, longtemps apparu comme l'allié le plus sûr, dans les organes de la sûreté, de l'intelligentsia dans un front commun contre

²³ Dudoignon (Stéphane A.), "Fortunes inédites d'un genre littéraire atypique : le roman policier au Tadjikistan", *La Lettre d'Asie centrale*, n° 3, printemps 1995 (à paraître).

²⁴ Kendjaev (Safaralî), "Ba khalq bâyard haqîqat-râ bigûyem" [Nous devons dire la vérité au peuple], *Adabiyât va sarfat*, 7 février 1991, p. 2.

²⁵ Kendjaev (Safaralî), "Idjrâ-yi qânûn tchitawr?" [Et que fait-on de l'application de la loi?], *Adabiyât va sarfat*, 27 juin 1991, p. 4.

Stéphane A. DUDOIGNON

les "conservateurs" du *mezzogiorno* tadjik, va devenir à l'automne 1991, selon un parcours que l'on peut qualifier de "khasboulatovien", le leader du camp "conservateur" et la bête noire de la jeune intelligentsia de Douchanbeh, jusqu'à permettre l'alliance de la nomenklatura d'Etat avec les pestiférés Koulâbis et leurs milices communistes. Comment un tel itinéraire est-il possible? Répondre à cette question, c'est expliquer en partie le glissement de la nomenklatura d'Etat, du camp des "réformes" et de la perestroïka dont l'intelligentsia, toutes générations confondues, devait apparaître comme le porte-voix, à une alliance avec les éléments identifiés naguère comme les plus rétrogrades du Parti communiste local.

Les années de perestroïka sont crispées à Douchanbeh, derrière une apparence bonhomme de libération de la parole. Depuis l'esquisse d'une réforme économique sous Andropov, confirmée par la loi votée par le soviét suprême de l'URSS le 30 juin 1987²⁶, les dirigeants de la nomenklatura d'Etat savent qu'il leur faut se transformer, en un temps très bref, en une caste de gestionnaires. En même temps, il s'agit pour eux de bloquer, à l'intérieur de leur république, toute différenciation politique permettant l'émergence d'une opposition digne de ce nom, qui puisse leur disputer les dépouilles du soviétisme moribond. Pendant toute une décennie ouverte par les premières campagnes andropoviennes, les technocrates de l'économie, de la sûreté et de l'idéologie restent ligués, afin de profiter au mieux des assauts orchestrés par le "centre" contre l'islam et les mafias en tous genres, pour mieux écarter du pouvoir tout possible concurrent. L'élaboration d'une culture consensuelle, dont le cadre est offert par la "Nouvelle Pensée" gorbatchévienne, avec son culte des valeurs humaines universelles, permet dans un premier temps de tromper l'attente d'une jeunesse urbaine impatiente de changement.

Les instances de l'intelligentsia littéraire et scientifique (rus. *nautchno-tvortcheskaja intelligentsija*), l'Union des écrivains, les Studios de cinéma Tadjikfilm, l'Académie des sciences, etc. jouent un rôle de premier plan dans cette stratégie visant à absorber toute virtualité de contestation en imposant le consensus : nul ne peut décemment être contre la perestroïka. Ce n'est sans doute pas un hasard si celle-ci réserve une place centrale aux intellectuels : les intelligentsias nationales de la périphérie soviétique sont recrutées dans un projet de réforme globalisant, qui a pour elles l'avantage de rasseoir une légitimité populaire chancelante, et pour Moscou de constituer un relais tout désigné pour des assauts en règle contre les pôles de résistance de l'appareil.

Du point de vue de l'idéologie et de son impact dans les populations, la périphérie présente cependant une spécificité souvent négligée par les stratèges du Kremlin. La décolonisation, le divorce avec Moscou y offrent une cause politique immédiatement séduisante, susceptible de conquérir une vaste

²⁶ Sokoloff (Georges), *La puissance pauvre. Une histoire de la Russie de 1815 à nos jours*, Paris, Fayard, 1993, pp. 668-671 ; Thom (Françoise), *Les fins du communisme*, Paris, Critérian, 1994, pp. 45 et s.

Régionalismes et clivages

audience populaire, beaucoup plus importante en tout cas qu'un vague "soutien à la perestroïka", peu à même d'enthousiasmer les cultivateurs du Qarâtegîn. (Les premières manifestations, pendant l'hiver 1989-90, du Mouvement *Rastâkhez* [Renouveau], qui recrute dans les niveaux inférieurs des milieux académiques, et dont les mots d'ordre sont le soutien à la perestroïka et la défense de la langue tadjike, ne rassemblent que quelques dizaines de militants frileux sur les trottoirs enneigés de Douchanbeh²⁷.) L'intelligentsia tadjike, complètement incompétente dans les domaines-clés de la vie économique²⁸, mais qui va bientôt se trouver compartimentée entre socialistes et libéraux, gouvernementaux et radicaux, trouve pendant quelques années encore un semblant d'unité dans l'incantation d'une identité nationale passablement insaisissable, et dont la définition fait désormais l'objet de toutes les sollicitudes.

Concentrés sur un renouveau identitaire à concevoir de toutes pièces, écrivains et poètes se confinent dans la confortable posture de gardiens de l'honneur national. Ce faisant, ils rencontrent certaines aspirations de la nomenklatura d'Etat, encline elle aussi à agiter le drapeau national pour rassembler une légitimité malmenée, justifier la continuité du pouvoir politique - et réduire les chances de la véritable alternance politique, révolutionnaire, que fait craindre la rapide émergence du fondamentalisme islamique. Cela explique sans doute le succès, dans les milieux officiels, du néo-zoroastrisme introduit à Douchanbeh à la fin des années quatre-vingt. Inspirée en partie du "pahlavisme" cher au dernier chah d'Iran²⁹, cette esquisse d'idéologie à forte connotation identitaire est conçue comme un substitut national à l'idéal prolétarien de naguère, et vise principalement à réduire l'influence grandissante, dans la masse de la population, de la Direction spirituelle des musulmans du Tadjikistan (*qâziyât*), au personnel rajeuni, et de mollahs clandestins de plus en plus remuants³⁰. Dans une société tadjike à très forte dominante rurale, l'apologétique antiquisante de l'Académie des sciences de

²⁷ Voir les documents filmés par le vidéaste autonome E. V. Kuzin : Dudoignon (Stéphane A.), "Documents vidéo d'Asie centrale et de Transcaucasie soviétique", présentés aux Chantiers de la Recherche de l'AFEMAM, Strasbourg, 30 juin-3 juillet 1994, Atelier "Ecritures Visuelles", brochure d'accompagnement 12 p.

²⁸ Ce que la plupart des lettrés tadjiks reconnaissent, même quand ils font de l'économie leur cheval de bataille (ainsi Nasrullâ Asadullâ : "Sukhan-e tchand az tadjriba-yi dukân-i tidjâratî dar Dushanbe" [A propos de l'expérience des boutiques de commerce à Douchanbeh], *Adabiyât va san'at*, 7 février 1991, p. 3).

²⁹ Olimova (S.), Olimov (M.), "Obrazovannyj klass Tadjikistana v peripetijah XX v." [La classe instruite du Tadjikistan dans les vicissitudes du XXe siècle], *Vostok* (Moscou), 1991, n° 5, p. 102.

³⁰ Bertrand (André), "Naissance d'une opinion publique au Tadjikistan", *Autrement*, Série Monde, h.s. n° 64, octobre 1992, pp. 205-215 ; Ro'i (Yaacov), "Political Education in Soviet Central Asia", Shirin Akiner (dir.), *Political and Economic Trends in Central Asia*, op. cit., pp. 51-52 & 60-61.

Douchanbeh va connaître un succès populaire encore plus restreint que celui rencontré en Iran, à la veille de la révolution islamique, par son modèle pahlavi.

Un autre trait majeur de ces reconstructions est l'insistance de l'intelligentsia sur la cause de la langue tadjike, identifiée comme l'attribut essentiel d'une identité nationale susceptible de supplanter les segmentations régionales d'une société agraire³¹. Hélas les avocats de la langue tadjike iront d'échec en échec dans leurs tentatives de substituer aux loyautés locales des Tadjiks l'identification à un Etat commun³². Ce n'est d'ailleurs pas un des moindres paradoxes du renouveau "national" tadjik que les premiers mouvements et clubs politiques se réclamant de la perestroïka nationale, et luttant pour la promotion du tadjik au statut de langue d'Etat, aient une base essentiellement locale, encouragés qu'ils sont au départ par des nomenklaturas régionales dont ils facilitent le contrôle sur le processus de transition. Il en va ainsi des multiples associations politico-culturelles surgies à partir de 1987 au Tadjikistan central (*Mehr* de Hissâr, *Gandj* du Zarafchân, *Âshkârâ* de Koulâb, *Rû ba Rû* de Douchanbeh, etc.), dont l'absence de cohésion favorise les desseins du Parti communiste³³. Insensibles aux valeurs du néo-zoroastrisme, indifférents au statut officiel de leur langue, les cultivateurs tadjiks ne tardent pas à apparaître aux jeunes universitaires de la capitale comme un matériau ingrat, une "nation imparfaite" (*millat-i kâmil nashuda*) car décidément trop rurale, sujette aux manipulations d'apparatchiks locaux en prise sur leurs clientèles³⁴.

La radicalisation des intellectuels est bientôt exaspérée par le défi lancé par les propagateurs de l'islamisme et l'on voit les milieux académiques de Douchanbeh tenter de rattraper leur retard dans l'opinion naissante en ouvrant le débat sur le tracé des frontières, puis esquisser la perspective d'un

³¹ Îstad (Adash) "Vatan az kudjâ tâ ba kudjâ-st? ĞÂyîd ba fahmish-i muzâfâtî, kosmopolitî wa haqîqî-yi mehan" [Où commence et où s'arrête la patrie? A propos des conceptions régionaliste, cosmopolite et authentique de patrie], *Adabiyât va san'at*, 7 mars 1991, pp. 8-9.

³² Atkin (Muriel), "Religious, National and Other Identities in Central Asia", Jo-Ann Gross (dir.), *Muslims in Central Asia. Expressions of Identity and Change*, Durham et Londres, Duke University Press, 1992, pp. 58-59.

³³ Voir l'analyse rétrospective de l'un des porte-parole de la jeune intelligentsia radicale : Atâwullâ (Dâdâdjân), "Tcharâ az tchahâr djânib Tâdjîkistân-râ khatar tahdîd mekunad" [Pourquoi le Tadjikistan est menacé de quatre côtés à la fois], *Tcharâgh-i rûz*, n° 56 [septembre] 1992, p. 6.

³⁴ Afin de lutter contre cet état des choses, un éditorialiste ira jusqu'à proposer la création de bourgs urbains à la campagne, pour "urbaniser" la population rurale : voir Rustam (Qâdir), "Deh va shahr. Ên du-râ Ğaqd-i nikâh mebâyad, vagarna der khWâhad shud" [Le village et la ville. Ceux deux-là, il faut les marier, sinon il sera bientôt trop tard], *Tcharâgh-i rûz*, n° 56, [septembre] 1992, p. 6.

Régionalismes et clivages

état de guerre avec le voisin ouzbek. Les premières années de perestroïka sont d'abord marquées, au Tadjikistan, par les pressions de l'intelligentsia sur le Parti pour le "règlement" de la question frontalière avec le Kirghizstan, après les violents incidents de Acht en 1987, et les tensions endémiques autour d'Isfara pendant les deux années suivantes³⁵. Il y aura ensuite la défense des droits de la minorité tadjike "opprimée" d'Ouzbékistan, et le thème de la Boukhara délivrée, véritable fil rouge des milieux académiques tadjiks jusqu'à la réaction communiste de l'hiver 1992³⁶.

Une logique de purges

Pendant ce temps les technocrates de l'économie donnent l'impression de bien vouloir tout accepter de leurs partenaires de l'intelligentsia, fors le gâchis que représenterait pour eux un sacrifice de l'espace économique intégré soviétique, dont dépend entièrement la pérennité de leur pouvoir politique. Parallèlement les réformes économiques décrétées à Moscou renforcent leurs positions de futurs héritiers de l'URSS en introduisant le plus grand flou dans la législation sur la propriété des biens de production. Dans le même temps l'absence d'entente sur un nouveau statut de la terre avantage les cadres de l'agriculture, potentats locaux du Parti communiste.

Ce sont donc les intellectuels d'académie qui, à Douchanbeh, commencent de s'interroger sur le sort que la perestroïka leur réserve dans le système à venir, après qu'une mesure prise par Gorbatchev le 8 janvier 1991 fait des présidents de kolkhozes et de sovkhoses les véritables contrôleurs - et bénéficiaires en puissance - de toute réforme agraire³⁷. D'autant que la même confusion règne, à l'échelle locale et régionale, dans la répartition des compétences entre instances politiques naguère concurrentes, et favorise donc la concentration des présidences de soviet et de comité du parti dans les mains de mêmes notables ruraux³⁸, et la constitution de "fiefs" appelés à devenir autant de bases logistiques pendant les affrontements futurs.

Les intellectuels, qui se préparent à de nouvelles vagues de purges, restent persuadés qu'il faut s'attendre à quelques nouvelles charretées d'apparatchiks "conservateurs". Commence un jeu de cache-cache

³⁵ Entretien accordé par Qahhâr Mahkamov, premier secrétaire du parti communiste tadjik, à l'hebdomadaire littéraire *Adabiyât va san^cat*, 27 juillet 1989, p. 16.

³⁶ Sur cette question, voir Dudoignon (Stéphane A.) "Changements politiques et historiographie en Asie centrale (Tadjikistan et Uzbekistan, 1987-1993)", *Cahiers d'Etudes sur la Méditerranée Orientale et le Monde Turco-Iranien*, n° 16, juin-décembre 1993, pp. 83-135.

³⁷ Saidov (Abdurahmân), "Zamîn mâl-i kîst?" [A qui la terre appartient-elle?], propos recueillis par Sâdjîda Mîrzâ, *Adabiyât va san^cat*, 14 février 1991, p. 15.

³⁸ Asadullâ (Nasrullâ), "Qânûn-hâ-yi nâ mukammal, yâ khûd barâ-yi tchi djumhûriyat-i mâ tâ hâl prokuror nadârad?" [Des lois imparfaites : pourquoi notre république n'a-t-elle toujours pas de procureur?], *Adabiyât va san^cat*, 25 avril 1991, p. 3.

idéologique d'une rare opacité, saturé par une surenchère de légitimité socialiste et d'improductives querelles de personnes : il s'agit moins de séduire par des idéaux contradictoires une opinion encore inexistante que de désigner au "centre", aux censeurs de la perestroïka, les canards boiteux, en tâchant d'enlever le plus grand nombre des "fiefs" qui seront à prendre. Le problème est que les purges proprement dites s'arrêtent dès 1986, sans avoir chassé du pouvoir les quinquagénaires du Parti parvenus aux commandes à la fin de l'ère Brejnev, et qui continuent de monopoliser le pouvoir économique et politique.

De ce fait les clivages dans l'appareil prennent souvent l'aspect de conflits de générations, entre apparatchiks en place et trentenaires frais émoulus du komsomol, impatientes de prendre une relève qui risque de se faire beaucoup attendre si l'on manque le coche de la perestroïka. L'effet de génération est d'autant plus frappant au Tadjikistan, que les technocrates brejnéviens, alliés des caciques de l'intelligentsia, sont contraints, un temps, au dialogue avec les jeunes radicaux, mais finiront par se retrouver dans le camp "conservateur". En face, ils trouveront une jeune intelligentsia de promotion, nouvellement urbanisée, originaire du Kouhistan (Qarâtegîn et Badakhchân), et des communautés *muhâdjir* du Vakhch et de Qourghân-Teppa.

Autorisée à s'exercer sur les thèmes convenus de la *glasnost*, la presse de la jeunesse du Parti commence par soulever des questions en apparence inoffensives, au premier rang desquelles figure l'écologie. Ces combats posent cependant les prémisses d'une opposition organisée, qui disposera bientôt de médias autonomes. Le mouvement populaire *Rastâkhez* [Renouveau], tente de fédérer, à partir de l'automne 1989, les multiples clubs et associations de la perestroïka. Perçu par les autorités comme une menace pour le fragile consensus des élites, le *Rastâkhez* est coupé dans son élan par la répression des violentes manifestations de février 1990 à Douchanbeh, que le Parti communiste tadjik exploite habilement, rejetant la responsabilité des troubles sur un "complot" du mouvement, prétendument allié aux islamistes. Jamais le *Rastâkhez* ne se relèvera de ce coup, ses dirigeants neutralisés passant désormais leur temps à essayer de blanchir leur mouvement de la faute qu'on lui a imputée. A l'automne 1992, le *Rastâkhez* ne conservera d'implantations solides que dans de rares cantons, dont celui de Acht, district agricole sans grand atout économique à la périphérie de Khoudjand, partageant une frontière contestée avec le Kirghizstan, et "fief" du leader du mouvement, l'économiste Tâhir ^cAbdudjabbâr³⁹. Mais le *Rastâkhez*, pas plus que le Mouvement *Birlik* en Ouzbékistan, dont les nationalistes tadjiks semblent s'inspirer à leurs débuts, n'a initialement vocation à prendre le pouvoir. Ce n'est pas le cas des organisations qui prennent le relais, à Douchanbeh, à partir de l'été 1990.

Une nouvelle formule de Front populaire

³⁹ Salîmpûr (Mîrzâ), "Mâ-râ kî kudjâ mebarad?" [Qui nous emmène, et où?], *Tcharâgh-i rûz*, n° 1, juin 1991, p. 3.

Régionalismes et clivages

L'instruction judiciaire des manifestations de février 1990, menée cahin-caha dans les années suivantes, ne parviendra jamais à démontrer que leur déroulement a obéi à un quelconque plan concerté : point de complot islamiste, malgré toute l'insistance de la procureure de Douchanbeh à "mouiller" rétrospectivement les mollahs de la région. Ce qui signifie que jusqu'à cette date, et pour quelques mois encore, tous les acteurs du jeu politique ouvert continuent d'appartenir à une certaine élite urbaine soviétique. On reste entre soi. Il y a même les intellectuels "dévoyés" du *Rastâkhez* pour jouer le rôle de boucs émissaires.

La perestroïka a certes introduit un mécanisme de pression sur les appareils, en distinguant les rôles du Parti et de l'Etat (XIX^e Conférence du PCUS, en juin-juillet 1988) et en forçant les responsables de l'un et de l'autre à recevoir le suffrage des électeurs. Cependant force est de constater que l'appareil tadjik "conservateur" résiste bien à cet essai de purge en douceur.

Pourtant les partenaires de la nomenklatura tadjike "réformiste" : intelligentsia d'appareil samarcandie, dirigeants de l'économie khoudjandis et technocrates de la sûreté pamiriens ont réagi très tôt aux impulsions venues de Moscou, en patronnant leur propre perestroïka (tadj. *bâzsâzi*). Nous avons déjà évoqué, dans une étude précédente, le rôle moteur joué par le KGB et le PCUS dans l'orchestration de mouvements nationalistes à la périphérie soviétique⁴⁰, qui sont d'ailleurs longtemps restés dépourvus de toute base sociale à l'extérieur des cercles académiques, que ce fût en Asie centrale ou dans les régions européennes de l'URSS⁴¹. Les technocrates autochtones ne sont pas en reste dans la mise sur pied d'organisations destinées à servir de passerelles entre les différents acteurs autorisés de la perestroïka.

C'est ainsi que voit le jour à Douchanbeh une association des "Amis de la perestroïka" (*Yâvarân-i bâzsâzi*), fondée en octobre 1988 à l'initiative de membres "réformistes" du Comité central du PC tadjik, et placée sous la direction de ^cAskar Hakîm⁴², un jeune poète officiel nommé quelques mois plus tard à la tête de l'Union des écrivains (poste qu'il occupe toujours), où il va se faire l'avocat le plus constant du lien entre intellectuels et technocrates, et

⁴⁰ Dudoignon (Stéphane A.) "Forces et partis politiques au Tadjikistan (1989-1993)", communication citée ; voir aussi Thom (Françoise), *Le moment Gorbatchev*, Paris, Hachette, 1989, pp. 217 et s.

⁴¹ Voir une rare et donc précieuse étude statistique : Vladimir Paniotto, "The Ukrainian Movement for Perestroïka 'Rukh' : a Sociological Survey", *Soviet Studies*, vol. 43, 1991, n° 1, pp. 177-181.

⁴² Sur ce personnage, voir les "souvenirs", passablement désobligeants, d'un intellectuel radical partisan de la rupture avec Moscou : Mîrbâbâ Mîrrahîm, "Tâdjikistân dar peshârû-yi inqilâb ast" [Le Tadjikistan est à la veille d'une révolution], *Rastâkhez*, n° 13, avril 1992, p. 3.

plaider sans répit pour un ancrage de l'économie du Tadjikistan dans l'ancien espace économique intégré soviétique⁴³.

Ce sont les mêmes acteurs que l'on trouve plus tard, en 1991, à la base du mouvement "Ville Sainte" (*Savâd-i a^czam*), créé en réaction contre le prestige croissant, dans les campagnes du pays, de la Direction spirituelle du Tadjikistan (*qâziyât*), et du "grand cadî" (*qâzî kalân*) Hâdjî Akbar Tûradjânzâda, après les premiers pèlerinages collectifs à La Mecque, qu'organise la Grande Mosquée de Douchanbeh avec une logistique saoudienne. Ces organismes, *Yâvarân-i bâzsâzî* et *Savâd-i a^czam*, aux statuts et aux orientations en apparence hétéroclites, répondent à une finalité commune : remobiliser la "base" au profit des technocrates, après un début de perestroïka marqué par l'indifférence méfiante des masses, qu'ont échaudées le ton et les résultats désastreux des campagnes andropoviennes. Pourtant les objectifs proclamés restent dans le vague. Et pour cause : il s'agit d'unir, et surtout pas de semer les germes de la division. Si bien que le consensus sur le "soutien à la perestroïka" finit par revêtir des interprétations fort diverses, et masquer l'itinéraire contradictoire de "clubs" politiques dont certains retournent dans le giron communiste le plus orthodoxe (*Âshkârâ* à Koulâb, étouffé par les partisans de l'ordre ancien après des débuts prometteurs), tandis que d'autres s'aventurent bientôt sur la voie de la "décolonisation" (*Rû ba Rû* à Douchanbeh, animé par des komsomols kouhistânis).

Si les impulsions de Moscou montrent tout le cas que le Kremlin faisait des intellectuels et des technocrates comme chevilles ouvrières de sa politique, l'exemple des républiques baltes suggère aussi aux acteurs les plus radicaux de la perestroïka à la périphérie qu'ils disposent d'une marge de manoeuvre certaine, avec l'accord tacite des autorités soviétiques (du moins jusqu'à la tentative par ces dernières d'une intervention militaire en Lituanie, en janvier 1991). Le mouvement populaire *Rastâkhez*, resté au long de sa brève existence une formation nébuleuse, d'idéologie floue, cimentée principalement par un sentiment anti-nomenklaturiste, cède le terrain à partir du printemps 1990 à deux organisations qui représentent d'emblée une alternative politique radicale.

Les membres fondateurs du Parti Démocrate du Tadjikistan (PDT), créé en août 1990, sont tous issus du milieu universitaire ou académique tadjik, qui n'a pas précisément brillé dans les décennies précédentes par son anticonformisme (voir la thèse de son président Shâdmân Yûsuf sur la quête spirituelle chez Karl Marx, et les films d'un goût fort classique du cinéaste Dawlat Khudânazar, futur candidat du parti aux élections présidentielles). Sa supériorité tactique sur le *Rastâkhez*, le PDT la doit au fait que ses leaders sont conscients de devoir d'abord consolider leur base, face à la puissante machine du Parti communiste, et s'implanter solidement dans toutes les régions du pays. Mais malgré ces bonnes intentions, le Parti démocrate ne conquiert de véritable audience populaire, outre la jeunesse estudiantine de Douchanbeh, que dans

⁴³ Hakîm (^cAskar), "Ittifâq yâ djudâyî" [Tous ensemble ou chacun pour soi?], *Adabiyât va san^cat*, 13 juin 1991, p. 4.

Régionalismes et clivages

quelques districts (Urâ-Teppa au nord, la petite soeur de Khoudjand, Kâfirmihân, satellite industriel de Douchanbeh, et Fayzâbâd, située à la jonction de la plaine de Douchanbeh et de la vallée de Gharm, et patrie du très célèbre poète Bâzâr Sâbir, chantre du renouveau national et porte-parole des radicaux contre l'appareil)⁴⁴.

Cependant la rhétorique de ceux qui s'intitulent désormais seuls démocrates ne se signale pas par une très grande originalité par rapport aux campagnes idéologiques de la décennie écoulée : la dénonciation de la corruption des nomenklaturistes en place (*kursî-nishînân*, "ceux qui tiennent les fauteuils") tient lieu de discours politique, et la figure du "revenant" Rahmân Nabiev, élu à la tête de l'Etat en novembre 1991 après avoir été un éphémère premier secrétaire sous Andropov et Tchernenko, leur fournit une caricature commode du pouvoir communiste⁴⁵. La stratégie initiale du PDT vise essentiellement à récupérer les suffrages de la jeunesse radicale de Douchanbeh, lassée de l'inefficacité des assauts verbaux de l'intelligentsia contre les "conservateurs" du Parti, et de plus en plus tentée par des voies "révolutionnaires"⁴⁶, inspirées par le modèle des grands ancêtres bolcheviques. Le divorce ira croissant entre d'une part les intellectuels radicaux fédérés par le PDT, et de l'autre les écrivains et technocrates soucieux de maintenir leurs privilèges, liés au maintien des liens avantageux de naguère avec la Russie, et qui se montreront très inquiets de l'alliance électorale du PDT et des islamistes, conclue en octobre 1991. Ecrivains et technocrates quinquagénaires se rapprocheront progressivement, en ordre dispersé, de leurs pires ennemis d'hier, les "conservateurs" du Parti communiste - quitte à passer, aux yeux de leurs ex-partenaires de l'Académie des sciences ou de l'Union des écrivains, pour les fossoyeurs de la perestroïka⁴⁷.

L'épouvantail islamiste

L'épouvantail islamiste va ainsi apparaître comme un dérégulateur puissant de la scène politique tadjike dès la sortie de clandestinité du "Parti de la renaissance islamique" (*Hizb-i Nahzat-i Islâmî*) du Tadjikistan, une semaine après la naissance du PDT en août 1990. Cette mise au jour est moins une nouveauté qu'une sorte de semi-consécration, pour un mouvement dont la

⁴⁴ Salîmpûr (Mîrzâ), "Mâ-râ kî kudjâ mebarad?" *op. cit.* p. 3.

⁴⁵ Yûsuf (Shâdmân), "Mâ haqq nadârem ki taqdîr-i Tâdjîkistân-râ ba dast-i shakhs-i marîz u maynûsh supârem" [Nous n'avons pas le droit de confier le destin du Tadjikistan à un homme malade, doublé d'un ivrogne], *Adâlat*, n° 33 (45), [août] 1992, p. 4.

⁴⁶ Mîrrahîm (Mîrbâbâ), "Tâdjîkistân dar peshârû-yi inqilâb ast", *op. cit.*, *Rastâkhez*, n° 11, mars 1992, p. 3, & n° 13, avril 1992, p. 3.

⁴⁷ Voir la philippique lancée par Bûrî Karimov, très populaire directeur du *Gosplan* tadjik démissionné par le parti au lendemain des manifestations de février 1990, contre un partenaire de l'opposition "retourné" par le PC : "Sâzish-i nangîn" [Un compromis indigne], *Tcharâgh-i rûz*, n° 52, [août] 1992, p. 6.

préhistoire remonte à la période brejnévienne. Dans ces années-là, le *Nahzat* n'était encore constitué que d'un vaste réseau d'"oulémas" clandestins, actifs dans les vallées du Tadjikistan central et méridional (Qarâtegîn, bassin du Vakhch, plaine cotonnière de Qourghân-Teppa)⁴⁸, avec de fortes attaches logistiques et idéologiques au Ferghana, en territoire ouzbek. En effet le renouveau islamique du Tadjikistan a été inspiré par quelques personnalités majeures de l'islam clandestin des grandes cités ferghanaises, dont les plus vénérées par leurs disciples tadjiks sont sans doute Mawlawî Qârî Hindûstânî (Kokand 1892-Douchanbeh 1989) et Rahmatullâh ʿAllâma-yi Andîdjânî (mort à Namangan, dans des circonstances troubles, en 1979).

Vint ensuite un mouvement informel baptisé dans l'ombre "Organisation de la jeunesse" (*Sâzmân-i djavânân*), que présida l'idéologue majeur de l'islamisme au Tadjikistan, ʿAbdullâh Sayyidov, dit Sayyid ʿAbdullâh Nûrî (né en 1947)⁴⁹ - bien connu des observateurs pour son activisme à visage découvert à Qourghân-Teppa⁵⁰. Le futur rédacteur en chef du *Minbar-i islâm* ["La chaire de l'islam"] militait pour une restauration des "moeurs islamiques", et concourait à la diffusion en Asie centrale des textes des pères du fondamentalisme contemporain⁵¹. Les islamistes tadjiks de la mouvance de Sayyid ʿAbdullâh Nûrî publiaient dès 1985-86 les feuilles *Haqîqat-i islâm* puis *Hidâyat*⁵². C'est le numéro 5 de *Hidâyat* qui annoncera au Tadjikistan la création du Parti de la renaissance islamique de l'URSS à Astrakhan en juin 1990⁵³, dont le *Nahzat* est à ses débuts une branche régionale.

⁴⁸ Voir les souvenirs de l'un des vice-présidents du parti, Sayyidibrâhîm Gadâyevev, "Râh-i djannat az duniyâ meguzarad" [Le chemin du paradis passe ici-bas], *Tcharâgh-i rûz*, n° 20, décembre 1991, p. 7.

⁴⁹ Mîrrahîm (Mîrbâbâ), *op. cit.*, *Rastâkhez*, n° 13, avril 1992, p. 3.

⁵⁰ L'activisme islamiste dans le sud-ouest du Tadjikistan, et l'affaire Sayyidov ont fait l'objet d'un documentaire de Pûlât Ahmatov (*S pervyh ruk* [De première main], Tadjikfilm, 1989), jamais diffusé au Tadjikistan, mais montré lors de la rétrospective des cinémas d'Asie centrale au Centre Georges-Pompidou, en février-mai 1991.

⁵¹ Voir les souvenirs du président du *Nahzat*, Dânullâ Muhammadsharîf Himmatzâda, "Khudâ bâ mâ-st, pîrûzî nîz" [Dieu est avec nous, la victoire aussi] (entretien), *Tcharâgh-i rûz*, n° 45, [juin] 1992, p. 3.

⁵² Mîrrahîm (Mîrbâbâ), *op. cit.*, *Rastâkhez*, n° 11, mars 1992, p. 3, & n° 13, avril 1992, p. 3.

⁵³ Anonyme, "Dar bâra-yi andjuman-i hizb-i 'Nahzat-i islâmî'" [A propos du congrès du Parti de la renaissance Islamique], *Hidâyat* (Moscou), n° 5, juillet 1990, p. 2. Pour plus de détails, et des ébauches d'analyse, voir Roy (Olivier), "Le renouveau islamique en URSS", *Des ethnies aux nations en Asie centrale*, ss. la dir. d'Olivier Roy, Aix-en-Provence, Edisud, 1991, pp. 133-143 (n° spécial de la *Revue de la Méditerranée et du Monde Musulman*, n° 59-60, 1991/1-2) ; Dudoignon (Stéphane A.) "Forces et partis politiques au Tadjikistan (1989-1993)".

Régionalismes et clivages

Dernier survenu des théoriciens de l'islam politique au Tadjikistan, Akbar Qahhârov, né en 1954 seulement, et beaucoup plus connu sous le nom de Hâdjî Akbar Tûradjânzâda, ne fait son apparition qu'en 1989, date à laquelle il est nommé à la tête de la très officielle Direction spirituelle des musulmans du Tadjikistan. Néanmoins le jeune "Qâzîmullâ" conquiert très vite une vaste audience populaire grâce à son titre de *qâzî kalân*, autorité religieuse suprême de la république, et à l'accès privilégié à la radio tadjike dont il bénéficie à ce titre. C'est enfin la *qâziyât* de Douchanbeh qui organise le pèlerinage collectif annuel à La Mecque. Fonctionnaire de l'Etat soviétique, Tûradjânzâda apparaît donc pendant plusieurs années, à Douchanbeh, comme le principal rival du *Nahzat* dans la réislamisation de la jeunesse migrante de la capitale - étudiants des facultés de philologie et des écoles normales, et dans celle des travailleurs du secteur tertiaire (les "bâzâris", en quelque sorte⁵⁴ ; notons que les travailleurs autochtones de l'industrie semblent rester globalement indifférents à la propagande islamiste).

Dans les campagnes tadjikes, la *qâziyât* et le *Nahzat* se retrouvent également en concurrence auprès des mollahs ruraux, auxquels Tûradjânzâda fait très vite interdiction d'adhérer à "quelque parti politique que ce soit". L'un et l'autre trouvent cependant l'essentiel d'une implantation sociale commune, qui contribuera par la suite à les rapprocher, parmi les notables de la vallée de Gharm, au Qarâtegîn, et des communautés *muhâdjir* des plaines cotonnières du sud, celles du Vakhch et de Qourghân-Teppa. Rappelons que c'est dans cette ville et sa province que Sayyid ^cAbdullâh Nûrî est le mieux implanté, et qu'ont eu lieu les premières manifestations islamistes réprimées par la milice tadjike, entre 1983 et 1989⁵⁵.

On peut d'ailleurs avancer que cette "territorialisation" de la base politique du *Nahzat* est esquissée dès les premières années de perestroïka. Rappelons que le Kouhistân s'est alors trouvé en tête des campagnes écologistes : l'opposition, essentiellement locale, au projet puis au chantier du barrage géant de Râghoun, sur le haut cours du Vakhch, a fortement aidé à structurer une identité politique régionale, contre le Parti communiste mais aussi contre "les technocrates de la capitale"⁵⁶. Notons qu'au même moment l'Union des écrivains de Douchanbeh mène campagne contre la pollution atmosphérique causée par l'aluminerie géante de Regar, dans l'ouest du pays, identifiée comme un thème "national", plus productif parce que rassembleur à

⁵⁴ Comparaison audacieuse, mais séduisante, formulée par Alexei V. Malashenko, "Islam versus Communism"; *op. cit.*, p. 71.

⁵⁵ Hetmanek (Allen), "Islamic Revolution and Jihad come to the former Soviet Central Asia : the case of Tajikistan", *Central Asian Survey*, vol. 12, 1993, n° 3, pp. 365-6.

⁵⁶ Ayyûb (Salîm) "Dard-i dil-i mardum, yâ angeza-hâ-yi miting-i Komsomolâbâd" [La douleur des gens : slogans du meeting de Komsomolâbâd], *Adabiyât va san'at*, 17 août 1989, p. 2.

l'échelle du pays tout entier. Les Gharmis ressentiront durement l'indifférence des médias de la capitale pour une cause d'intérêt majeur pour leur région.

Or au même moment les communautés *muhâdjir* de Qourghân-Teppa, dont les contacts restent étroits avec leurs parentes du Qarâtegîn, commencent à souffrir de mesures interdisant l'exportation des produits agricoles, prises par le gouvernement tadjik, car leurs kolkhozes sont habitués à vendre leurs surplus et le produit des lopins privés en Russie. Des cargaisons clandestines sont même saisies à la frontière. Le gouvernement tadjik, et plus précisément l'organisme en charge des achats publics de produits agricoles, *Tâdjikmatlûbât*, sont accusés de vouloir faire chuter artificiellement les cours des produits provenant des lopins privés⁵⁷.

La cause des agriculteurs *muhâdjir* de Qourghân-Teppa est d'abord défendue par des auteurs de l'Union des écrivains. Mais nombre de ces lettrés reviennent, dès l'année suivante, à une forme d'étatisme économique par défiance envers une libéralisation des prix et du commerce de détail qui favorise, à leurs yeux, une "privatisation" profitable aux seuls apparatchiks et autres chefs d'entreprise en place⁵⁸. Ce sont donc les jeunes radicaux du PDT et les islamistes du *Nahzat*, propagateurs d'un libéralisme à vocation anti-nomenklaturiste, qui vont être de plus en plus identifiés, par leurs partenaires et leurs ennemis, comme les défenseurs attitrés des intérêts du Kouhistan et des communautés *muhâdjir*.

II - REDISTRIBUTION DES CARTES (JUILLET 1990-OCTOBRE 1991)

La première étape de notre histoire se clôt sur le discrédit du *Rastâkhez* comme force d'appoint de la perestroïka, l'émergence du PDT comme parti d'alternance, dans la perspective de prochaines élections présidentielles au suffrage universel, et l'apparition d'un parti islamiste, le *Nahzat*, comme acteur à part entière du jeu politique. Ces changements introduisent au Tadjikistan de considérables modifications dans les stratégies d'alliances en place depuis les campagnes de mobilisation d'Andropov, ainsi que dans le regard que Moscou porte sur la situation dans le bastion avancé de sa périphérie méridionale.

Les technocrates tadjiks sont les premiers à quitter le camp des partisans de la libéralisation politique. Dès 1987, la nomenklatura de

⁵⁷ Asadullâ (Nasrullâ), Sayfuddîn (Pâtchâkhân), "Ba kî fâyida u ba kî zarar" [A qui le profit, à qui la perte?], *Adabiyât va san'at*, 20 septembre 1990, p. 2.

⁵⁸ Voir Asadullâ (Nasrullâ), "Sukhan-e tchand az tadjriba-yi dukân-i tidjâratî dar Dushanbe" [A propos de l'expérience des boutiques de commerce à Douchanbeh], *Adabiyât va san'at*, 7 février 1991, p. 3 ; du même, "Lukhtakbâzî, yâ amvâdj-i qarsak-hâ-yi bardavâm dar tâlâr-i bâzsâzî. Felyeton dar mawzûc-i rûz" [Un spectacle de marionnettes : tonnerres d'applaudissements sur la scène de la perestroïka (feuilleton sur un thème d'actualité)] *Adabiyât va san'at*, 14 février 1991, p. 5.

Régionalismes et clivages

l'économie a entamé sa conversion au business, au Tadjikistan comme ailleurs en URSS. Les bénéficiaires attendus de la transition vers l'économie de marché doivent être *a priori* le Komsomol et le KGB, viviers traditionnels des chefs d'entreprises de l'économie socialiste. Les biens de l'Etat commencent d'ailleurs à servir de base financière à la reconversion de différents segments de l'appareil. Or les événements d'août-septembre 1991 à Moscou, en sonnant le glas de l'URSS, sonnent aussi l'heure du partage des dépouilles du Parti communiste, donnant partout le signal de terribles affrontements entre apparatchiks d'hier, qui dans la périphérie prendront le plus souvent une connotation inter-communautaire⁵⁹. Un clivage s'instaure, décisif, entre ceux qui disposent des moyens d'assumer cette transition et entendent bien en conserver le monopole, et ceux qui ne les ont pas et chercheront donc à les accaparer. Dans une ancienne périphérie de la Soviétie, où les contacts économiques directs avec l'"étranger lointain" et les chances d'intégration rapide dans le partage international du travail sont des plus limités, la nouvelle ligne de fracture sépare deux camps aux constituants assez hétéroclites. Au Tadjikistan, comme ailleurs en Asie centrale ex-soviétique mais avec plus de force et de clarté, ce clivage recoupe celui qui oppose les adversaires et les partisans de la rupture totale avec Moscou.

On finira par trouver rassemblés d'un côté les cadres de l'économie, soucieux de préserver les attaches dans l'ancien espace soviétique, ainsi que nombre d'idéologues de l'Union des écrivains et de l'Académie, décidés à empêcher une privatisation qui profite aux apparatchiks "mafieux" du Parti. Ils seront rejoints *in extremis* par... ces mêmes apparatchiks, appelés à la rescousse pour lutter contre des forces menaçant les intérêts communs de cette élite soviétique disparate. En face il y aura les *kontrèlitchiki* de la jeune intelligentsia urbaine, plus quelques chefs d'entreprise placés à la tête des très rares secteurs disposant de débouchés hors de l'URSS, alliés d'un parti islamiste bien implanté dans la gigantesque ville-banlieue qu'est Douchanbeh, et disposant d'une importante assise populaire dans les communautés montagnardes et migrantes du Tadjikistan central, les moins attachées au maintien d'institutions économiques et politiques qui font d'eux des citoyens de seconde zone.

Les rivalités ont un enjeu matériel de plus en plus clairement identifié, et leur acuité est aiguïée par les hésitations de la Russie, puis la volonté de Moscou de mettre les uns et les autres en compétition, en attendant de pouvoir retourner la situation à son profit. Une spécificité tadjike limite cependant, dans un premier temps, les capacités d'intervention de la Russie : les kagébistes pamiriens, partenaires des cadres de l'économie et des idéologues pendant la perestroïka, passent finalement, avec armes et bagages, du côté de l'opposition au communisme, en dépit de leur allergie historique pour le fondamentalisme islamique.

⁵⁹ Bel'kov (O. A.), "Ètnopoliticheskie faktory voennoj opasnosti v SNG" [Les facteurs ethno-politiques d'insécurité militaire dans la CEI], *Voennaja mysl'* (Moscou, revue de stratégie du Ministère de la Défense), 1993, n° 7, pp. 18 et s.

L'événement survient en septembre 1991, à la suite de la déposition, par le président Nabiev, du ministre de l'Intérieur badakhchâni Muhammad Âyaz Nawdjuvânov, hostile à une répression violente des manifestations endémiques de l'opposition, sur l'une des principales places de Douchanbeh. Le départ contraint de leur ministre de tutelle entraîne une vive réaction de l'appareil pamirien des organes de la sûreté, qui se sent menacé d'une purge imminente, à un moment où les communistes de Khoudjand cherchent à se rapprocher de leurs anciens adversaires du Parti à Koulâb, pour mieux circonscrire la coalition "islamo-démocrate" PDT-*Nahzat*. Quoi qu'il en soit, les kagébistes pamiriens savent qu'en restant dans le camp "rouge" ils risquent de se trouver en compétition avec les mêmes apparatchiks koulâbis, leurs plus sûrs ennemis depuis bientôt deux décennies. L'affaire Nawdjuvânov, le glissement des technocrates khoudjandis vers l'alliance avec les Koulâbis hier maudits creusent donc un abîme entre deux camps aux contours neufs, désormais prêts pour l'affrontement armé, entraînant la rupture de l'hiver 91-92⁶⁰. En février 1992, après d'ultimes réajustements secondaires, chacun aura choisi son camp une fois pour toutes.

La fausse querelle de la privatisation

Mais qu'est-ce qui tout d'un coup incite les technocrates du nord, naguère fers de lance de la perestroïka, à se rapprocher des apparatchiks "véreux" du sud, au prix d'un sacrifice de leurs spécialistes pamiriens de la sûreté? Sans doute le plus petit dénominateur commun d'intérêts économiques. Car ni les dirigeants nordistes de l'économie planifiée ni les "mafias" sudistes grandies à l'ombre du Parti ne voient d'un très bon oeil la menace d'un démantèlement de l'espace économique intégré de l'ère soviétique, que réclament à cor et à cri, à Douchanbeh, les radicaux du PDT et du *Nahzat*, tout à leur ouverture vers les pays musulmans limitrophes, parmi lesquels l'Iran est invité à occuper une place de choix. Technocrates et "mafieux", Khoudjandis et Koulâbis sont réunis par le monopole commun qu'ils détiennent sur les réseaux économiques qui ont fondé la prospérité de la nomenklatura tadjike, et dont le fonctionnement dépend de son intégration dans l'espace soviétique : les uns et les autres ne peuvent donc que souhaiter le maintien de la façade socialiste et l'intégrité de l'empire eurasiatique. Une réorientation des circuits économiques internationaux, une nouvelle législation sur la propriété des biens de production, revendiquées par les éléments les plus radicaux de l'intelligentsia et les islamistes du Tadjikistan central, leur seraient fatales.

C'est sans doute pourquoi, à Douchanbeh, le débat public sur la "réforme agraire" dure depuis des années, et n'est pas prêt d'être clos. Car tous les projets, plus ou moins fumeux, soumis au soviet suprême de la république ont toujours buté, butent et buteront toujours sur la réforme de l'unité de

⁶⁰ Voir les souvenirs de l'illustre philologue ^cAbdunabî Sattârzâda sur le PDT : "Mard-i râh, tîfl-i dû sâla" [Le petit a maintenant deux ans], *CAdâlat*, n° 33 (45), [août] 1992, p. 2.

Régionalismes et clivages

production, entreprise ou kolkhoze, qui est le fondement économique et social du pouvoir communiste, et le principal bénéficiaire des transferts de fonds de l'Etat qui se sont multipliés sous le manteau à la fin des années quatre-vingt⁶¹. C'était l'époque où certains ministres "privatisaient" leurs ministères - dont celui des Industries de consommation et des Services dirigé par Sayf id-Dîn Turaev, devenu le *konzern* "Khizmat" [Services], est une parfaite illustration⁶². Ce genre de "désétatisation" (*ghayr-i dawlat kunâni*) est imité par les segments de la nomenclature industrielle qui disposent de débouchés sur l'étranger lointain, ou sont à la recherche d'investissements qui ne peuvent plus venir du "centre" de l'URSS ni de l'Etat tadjik. Mentionnons entre autres celui des importants studios de cinéma "Tadjikfilm", dont le personnel a toujours été à l'avant-garde dans la bataille pour les privatisations, et dont le président Dawlat Khudânazar est le candidat du PDT aux élections présidentielles de novembre 1991 - car de tous les segments de l'économie d'Etat, le cinéma tadjik, qui a toujours marqué un très faible intérêt pour le public vernaculaire⁶³, est maintenant celui qui a le plus besoin d'investissements et de débouchés à l'extérieur de l'espace soviétique. (C'est cela qui explique sans doute l'empressement actuel des producteurs tadjiks auprès d'un pays comme l'Arabie saoudite, qui finance en Asie centrale plusieurs films de fiction historique sur de grands personnages de l'Islam⁶⁴).

Le discours économique libéral et la volonté de privatisation des biens de production sont restés spécifiques à la jeune intelligentsia urbaine, qui entretient en matière d'agriculture un rapport que l'on peut qualifier de magique avec le "lopin privé", paré *a priori* de toutes les vertus d'une productivité maximale⁶⁵. Il est vrai que l'extension du lopin privé aux dépens de la propriété collective apparaît également aux jeunes intellectuels de Douchanbeh, lorsqu'ils sont issus de communautés défavorisées et dépourvus d'importantes attaches clientélistes dans les campagnes, comme un excellent

⁶¹ Comme le révéleront une série d'articles reportages policiers-judiciaires, de plus en plus nombreux à mesure que se dégraderont les relations entre technocrates de l'économie et intellectuels radicaux, dans la troisième et dernière phase de notre chronologie.

⁶² Voir notre portrait dans "Forces et partis politiques au Tadjikistan (1989-1993)", communication citée.

⁶³ Voir quelques souvenirs personnels de l'auteur de ces lignes dans "Quelques notes sur la rétrospective des cinémas d'Asie centrale soviétique au Centre G. Pompidou (février-mai 1991)", *Etudes Orientales*, n° 11-12, 1991, pp. 221-225.

⁶⁴ Comme le juriste et théologien du X^e siècle al-Boukhârî : voir le scénario en cours de tournage de U. Sâdiqov et B. Sâdiqov, Sociétés "Ismâ'îl al-Bûkhârî Film" et "Sinamâ", Boukhara-Douchanbeh, 1993.

⁶⁵ Îstad (Adash), "Qânûn-i zamîn-e ki seb-hâ-yi tillâyî ba bâr âvarad" [Une loi sur la terre qui fera pousser des pommes d'or (le titre n'a hélas rien d'ironique)], *Adabiyât va san'at*, 25 octobre 1990, p. 11.

moyen de soustraire la terre à l'autorité des présidents de kolkhoze⁶⁶, et de résister à la spéculation des bureaucrates-entrepreneurs sur la terre agricole⁶⁷. C'est donc parés d'habits jacobins de défenseurs de la condition paysanne que maints pensionnaires de l'Union des écrivains du Tadjikistan se mettent à plaider pour le "partage" des terres arables et leur cession aux seuls agriculteurs exploitants - celles des kolkhozes et sovkhoses devant être réparties entre leurs membres, qui resteront libres de décider par la suite s'ils réintègrent ou non une coopérative de production. De même dans le secteur industriel, la privatisation des biens de production étatiques doit commencer par la vente des entreprises, sous forme de parts (*ba tawr-i sahhâmi*)⁶⁸, aux travailleurs. Ce démantèlement des structures de direction de l'entreprise agricole ou industrielle doit être accompagné, dans le domaine politique, par l'abolition des régions administratives du Tadjikistan, dont le but explicite est de mettre à bas l'assise sociale régionale de maints dirigeants communistes, et d'en finir avec le "localisme" politique qui en découle⁶⁹.

Dans la pratique, le gouvernement de coalition de mai-septembre 1992, où voisineront communistes et membres du PDT, du *Nahzat* et du parti autonomiste pamirien *La'ol-i Badakhshân*, amorcera une privatisation de la terre agricole, réservée à un petit nombre d'exploitants, de manière à préserver les équilibres locaux - dans un pays de haute montagne dont le territoire agricole utile n'excède pas un dixième de la superficie totale, et où la pression sur la terre est donc extrême dans certaines régions. Le surplus de main-d'oeuvre entraîné par la réforme devra être absorbé par l'implantation d'industries de transformation à capital étranger⁷⁰.

Cependant dans la pratique il est toujours davantage question de passage à l'économie de marché que de véritable privatisation, et cette transition, quand transition il y a, répond à des finalités bien précises, liées aux spécificités de chaque région économique et à la défense de ses intérêts propres, dans un contexte général mouvant. Il est vrai que la fonction essentiellement redistributive des cadres locaux et régionaux du Parti les a déjà

⁶⁶ Saidov (Abdurahmân), "Zamîn mâl-i kîst?", *op. cit.*, p. 15.

⁶⁷ Sa'ïd (Nasriddîn), "Zamîn-i padarân-râ nabâyad furûkht" [On n'a pas le droit de vendre la terre de ses ancêtres], *Adabiyât va san'at*, 29 novembre 1990, pp. 3 & 11.

⁶⁸ Cette expression technique, inconnue du vocabulaire tadjik de la période soviétique, est empruntée au persan d'Iran.

⁶⁹ Îstad (Adash), Bahmanyâr, Qâsim (Nizâm), Sâleh (Muhammadzamân), Ayyûb (Salîm), Saydar (Muhammadrahîm), Qurbân (Muhibullâh), Âstân (Rahmân), "Murâdji'at-nâma-yi adîbân-i djavân ba deputat-hâ-yi khalq-i Tâdjîkistân" [Lettre ouverte de jeunes écrivains aux députés du peuple du Tadjikistan], *Adabiyât va san'at*, 22 novembre 1990, pp. 1 & 14.

⁷⁰ Voir à ce propos les déclarations du ministre de l'Economie et des Finances du gouvernement de coalition, Ismâ'îl Dawlatov, au journal *Tcharâgh-i rûz*, n° 51, [août] 1992, p. 3.

Régionalismes et clivages

familiarisés, pendant la période soviétique, avec la tâche de promotion de leurs cantons ou de leurs régions auprès des autorités centrales. Un excellent exemple en est offert par la politique menée par les Pamiriens, pendant cette année de transition 1990-91, puis après la proclamation d'une République autonome du Haut-Badakhchân.

Depuis quelque temps déjà, des plumes autorisées recommandent aux technocrates pamiriens de diversifier dans leur région les formes de propriété⁷¹, afin d'y favoriser un redémarrage des cultures vivrières⁷², parallèlement à une ouverture au commerce avec les pays voisins (on fait souvent remarquer qu'il ne manque au Badakhchân que 27 kilomètres de routes carrossables pour avoir accès au marché chinois). Certains auteurs de l'Union des écrivains proposent même la création, dans le Pamir particulièrement exposé à la surpopulation et au chômage, de zones franches qui "ne manqueront pas d'attirer l'investissement industriel étranger"⁷³. Les autonomistes du Haut-Badakhchân patronnent un nouveau identitaire pamirien, contre l'assimilation par la culture tadjike des plaines, qui doit permettre une meilleure mise en valeur du patrimoine badakhchani, dans la perspective avouée d'attirer le touriste et l'investisseur⁷⁴.

La revendication d'autonomie pour le Haut-Badakhchân, ainsi que pour la haute vallée de Yaghnâb, au Tadjikistan central, qui partage avec les gens du Pamir une langue et une culture très différentes de celles des Tadjiks des plaines⁷⁵, ne signifie pas une rupture avec Moscou, mais une résistance contre d'inévitables tentatives d'accaparement des richesses du sous-sol pamirien, réputées pharamineuses, par les technocrates et apparatchiks de la plaine, khoudjandis et koulâbis - à partir du moment où il est clair que ceux-ci cherchent à oublier leurs querelles récentes et à réunir leurs forces. Dès les

⁷¹ Nâyâbshâh (Zûrâbek), "Shâh bâyard shâh bâshad" [Il faut que le roi soit vraiment le roi], *Adabiyât va san'at*, 6 septembre 1990, p. 2.

⁷² ^cAbdullâh (Sunnatullâh), Sâhib-i haqîqî-yi zamîn kîst? [Qui est le vrai propriétaire de la terre?], *Adabiyât va san'at*, 18 octobre 1990, p. 2.

⁷³ Îstad (Adash), *et alii*, "Murâdji 'at-nâma...", *op. cit.*, pp. 1 & 14 ; ^cÂbidov (Habîbullâ), "Marketing va ghayra" [Le marketing, et ce qui s'ensuit], *Adabiyât va san'at*, 24 janvier 1991, p. 11. Voir les réponses de Shâhbâzôv (G.) [président du Comité exécutif de l'assemblée régionale du Haut-Badakhshân], "Ba kisht bâyard mashghûl bûd dehqân-râ" [Un agriculteur doit s'occuper d'agriculture], *Adabiyât va san'at*, 29 novembre 1990, p. 3 & 11., et de Amîrbekov (Atâbek) [leader du parti autonomiste *La'li-i Badakhshân*], "Dar devâr-râ mekafânad" [Une porte ouverte, et c'est le mur qui s'écroule], *Adabiyât va san'at*, 13 juin 1991, p. 14 ; Karamshâev (Dâdkhudâ) *et alii*, "Vilâyat-i mukhtâr ba mâ darkâr" [Ce dont nous avons besoin, c'est une région autonome], *Adabiyât va san'at*, 27 juin 1991, p. 11.

⁷⁴ Dâdâ (Lutfishâh), "Kî megûyad ki mâ kîstem?" [Qui nous dira qui nous sommes?], *Adabiyât va san'at*, 11 octobre 1990, p. 11.

⁷⁵ Karamshâev (Dâdkhudâ) *et alii*, "Vilâyat-i mukhtâr ba mâ darkâr", *op.cit.*, p. 11.

prémises de la crise tadjike, le Haut-Badakhchân est d'ailleurs à l'avant-garde dans la recherche de capitaux de substitution aux subventions de Douchanbeh, notamment auprès des milieux industriels de Russie⁷⁶. Et contrairement à leurs alliés radicaux de la plaine, les autonomistes pamiriens, préoccupés surtout d'en terminer avec le "centralisme tadjik", prônent non la suppression mais le *retour au kolkhoze* - pour mettre un terme à une trentaine d'années pendant lesquelles les kolkhozes badakhchânis ont été transformés en sovkhozes et rattachés directement aux ministères du Tadjikistan⁷⁷. On perçoit donc tout ce que l'ancrage des Pamiriens dans l'opposition au communisme doit à leur positionnement politique et économique propre, incompatible avec celui des "mafias" du sud, leurs pires ennemis de la période Andropov-Gorbatchev⁷⁸, et celui des technocrates khoudjandis de plus en plus déterminés à conserver et étendre leur maîtrise sur les secteurs les plus rétributeurs de l'économie nationale.

Notons que l'attachement des protagonistes autochtones de la guerre civile du Tadjikistan à des secteurs productifs fonde toute la différence qu'il y a entre les réseaux de solidarité politique centre-asiatiques et ceux qui opèrent depuis quelques années dans les régions européennes de la Soviétie, voire les "mafias" russes d'Asie centrale. Ouvrons une brève parenthèse sur la communauté russe du Tadjikistan, et ses activités dans l'économie de l'ombre. Mieux organisée qu'on ne l'a souvent affirmé, cette communauté possédait ses chefs reconnus. Ceux-ci exerçaient leur autorité non au sein de l'appareil du Parti ou de l'Etat (dont les dirigeants de nationalité russe étaient envoyés de Moscou, et passaient sans côtoyer les "Pieds-Rouges"), mais dans le secteur parallèle⁷⁹. L'auteur de ces lignes a pu rencontrer à Douchanbeh, en 1991, un potentat local d'origine russo-arménienne qui entretenait une importante et voyante garde prétorienne, et cherchait à exporter hors d'URSS du bois de construction : ses voliges avaient revêtu la forme de gigantesques planches à voile, pour contourner la législation soviétique interdisant l'exportation de

⁷⁶ Nâyâbshâh (Zûrâbek), "Shâh bâyard shâh bâshad", *op.cit.*, p. 2.

⁷⁷ Dixit Atâbek Amîrbekov, dirigeant du *La^Ci-Badakhshân*, *op. cit.* note 73, p. 14.

⁷⁸ Kochko (Dmitri de), Datskevitch (Alexandre), *L'Empire de la drogue. La Russie et ses Marches*, Paris, Hachette, 1994, pp. 45-50. Il faut certainement prendre avec des pincettes les assertions de nos deux investigateurs, spécialistes certes du trafic de stupéfiants dans l'ex-URSS, mais qui ne prennent guère la peine d'étayer leur affirmation d'un rapprochement du *Nahzat* avec "certaines structures narco-mafieuses du Haut-Badakhchân". Cela suggère une double concurrence des autorités régionales badakhchâniennes avec les "mafieux" de Koulâb, dénoncée par le "IV^e Bureau" de Douchanbeh depuis la fin des années quatre-vingt (*cf.* Etienne De La Tour, "Le Tadjikistan soviétique sous l'empire du pavot", *Inter-Dépendances* (Paris), 1991, n° 3, pp. 6-9.).

⁷⁹ Voir le destin du "Graf" Mouryguine dans notre article sur les sports de combat dans la communauté russe de Douchanbeh, dans *Karaté-Bushido*, n° 182, juillet-août 1991, pp. 46-50 (avec des photographies de Stéphane Herbert).

Régionalismes et clivages

matières premières. Les "mafias" russes ne produisaient pas, elles écoulaient : notre entrepreneur russo-arménien cherchait à placer son bois contre devises sonnantes, alors qu'avec la même matière première, le chef d'entreprise tadjik Sayf id-Dîn Turaev, ex-ministre et président de la firme *Khizmat*, faisait fabriquer au Proche-Orient des structures de canapé réimportées à Douchanbeh, où elles étaient rembourrées et couvertes de textiles de fabrication locale (les tissus fleuris de *Khizmat*, d'un goût assez kitsch et parfois franchement cocasses, orneront les salons officiels du gouvernement de coalition pendant l'été 1992).

Quelques enquêtes judiciaires menées à la même époque tendent d'ailleurs à démontrer que même les fuites de capitaux vers la Russie, organisées depuis le Tadjikistan par des cadres russes locaux, ne sont possibles que lorsqu'elles bénéficient de "couvertures" tadjikes⁸⁰. Dès 1990, les "pieds-rouges" paraissent ne plus disposer des contacts nécessaires au développement de leurs trafics. Ils échapperont certes, pendant la guerre civile, au paroxysme de violence occasionné par les règlements de compte entre Koulâbis et Pamiriens, mais seront quand même chassés des créneaux qu'ils occupent dans l'économie parallèle, et complètement exclus de la nouvelle donne, après l'installation dans les palais nationaux des apparatchiks et miliciens "rouges" de Koulâb en décembre 1992.

Pour rencontrer les pieds-rouges naguère "actifs" dans le secteur parallèle à Douchanbeh, il faut maintenant faire le déplacement de Novorossiisk, un port russe de la mer Noire en pleine expansion depuis l'indépendance ukrainienne, ou de Riazan, au sud de Moscou, où l'on assiste depuis 1990 à une véritable migration en chaîne de tout ce que le Tadjikistan comptait d'"entrepreneurs" russes⁸¹. Ces derniers sont à présent occupés de "petit business" (*malenkij biznes*, une litote comme une autre pour désigner le racket), ou en prison - comme notre négociant russo-arménien.

La mue du Parti communiste

Les renversements d'alliances observés au Tadjikistan entre juillet 1990 et octobre 1991, avec le rapprochement des technocrates de l'économie, de l'intelligentsia d'appareil et des apparatchiks du sud, s'opèrent à l'ombre du Parti communiste tadjik. Celui-ci, à l'opposé de son grand frère le PCUS, et comme nombre d'autres partis communistes nationaux à la même époque, entreprend et réussit un tournant vers une forme originale de social-démocratie. Désormais les apparatchiks koulâbis naguère soupçonnés d'association de criminels, les lettrés samarcandis de l'Union des écrivains et les économistes de Khoudjand refusent communément l'héritage de la perestroïka, présentée

⁸⁰ Sur l'exemple assez représentatif de l'affaire Ivanov : Mîrzâ (Sâdjîda), "Gurg-i rahîda" [Un loup que l'on remet en liberté], *Tcharâgh-i rûz*, n° 51, [août] 1992, p. 6.

⁸¹ Loizeau (Manon), "Russie : le difficile retour des Pieds-Rouges", *Le Monde*, 17 août 1994, p. 6.

Stéphane A. DUDOIGNON

comme un produit idéologique d'importation, une nouvelle tentative de reprise en mains et de russification des appareils par le "centre".

La période de dépression idéologique des partisans de l'ordre institué (1987-90) touche à sa fin. Bientôt les pénuries croissantes, que la population ne manquera pas d'attribuer au pluralisme et à la dégradation de la situation politique, puis l'acoquinement des libéraux, pendant l'été 1992, avec la République islamique d'Iran et les *mudjâhidîn* du commandant Massoud vont susciter dans la population un écho inespéré à la démagogie des cadres de l'appareil sur la protection sociale et la stabilité des frontières - fondements des constructions idéologiques à venir. Une partie importante de l'intelligentsia "libérale" hier si fière de dévoiler les "excès" [*sic*] du stalinisme, va tenter de trouver son salut politique, après bien des palinodies, dans la dénonciation des "excès" de la privatisation et la défense des droits des "consommateurs".

Les polémiques qui déchirent les milieux intellectuels de Douchanbeh, après la formation en février 1991 d'une "Union des consommateurs du Tadjikistan"⁸², bientôt suspectée de servir au blanchiment de l'argent du Parti communiste, témoigne des appréhensions de nombreux jeunes radicaux de voir leurs aînés de l'Union des écrivains ou de l'Académie des sciences rejoindre, les uns après les autres, le camp "conservateur" et accepter d'occuper les "fauteuils" de nouveaux pouvoirs intermédiaires, dans le souci de préserver des positions et privilèges catégoriels hérités de l'ancien régime⁸³.

Les offensives idéologiques des partis radicaux, le PDT et le *Nahzat*, contre les instances du pouvoir communiste qui se refusent à leur contrôle placent bientôt le kolkhoze, qui résiste si bien à toutes les tentatives de changement, au centre du conflit en préparation. Car depuis le remplacement de la première génération de communistes tadjiks, venue de Boukhara et liquidée à la veille de la Seconde Guerre mondiale, le Parti communiste tadjik est resté très marqué par la ruralité - comme l'ont noté de nombreux observateurs, frappés par le nombre des kolkhoziennes et kolkhoziens dans les rangs du soviét suprême et parmi les délégués aux congrès du Parti.

Quant au kolkhoze, institution autonome de la société tadjike (excessivement autonome, au goût des réformistes andropoviens), il a su conserver tout au long de la période soviétique une réalité propre. Épousant souvent les contours de communautés anciennes, organisées jusqu'à une époque récente en niches écologiques, le kolkhoze tadjik, loin de se limiter à un rôle de relais de l'Etat soviétique dans le monde rural, étend ses

⁸² Asadullâ (Nasrullâ), "Huqûq-i mushtariyân-râ kî muhâfizât mekunad?" [Qui défendra les droits des consommateurs?], *Adabiyât va san^Cat*, 28 mars 1991, p. 13.

⁸³ Anonyme, "Ittihâd-i mushtariyân dast-i dîgar-i mafia?" [L'Union des consommateurs : une nouvelle tentacule de la mafia?], *Adâlat*, n° 9 (21), 1992, p. 5.

Régionalismes et clivages

ramifications vers la ville et ses lieux de pouvoir⁸⁴. Le monde urbain n'a donc pas cessé d'apparaître, au Tadjikistan, comme une prolongation du monde paysan, et les solidarités politiques de s'y exercer verticalement certes, mais du bas en haut - au rebours de ce que l'on connaît dans les régions européennes de l'URSS. Et ce n'est pas un hasard si l'intelligentsia urbaine la moins bien pourvue en attaches rurales a précisément cherché, à Douchanbeh, non à détruire ces continuités, mais à inverser le rapport de dépendance de la ville et de la campagne⁸⁵.

Les présidents de kolkhoze ont en général d'autant moins de raisons de se liguer contre le Parti communiste que celui-ci, après son revirement social-démocrate de 1991 et une contre-offensive idéologique centrée sur le retour à la paix sociale, s'est mis à garantir des commandes publiques et des prix d'achat réguliers, que l'on n'avait plus connus depuis les débuts de la perestroïka. Le même souci de cohésion sociale renvoie à beaucoup plus tard tout partage de la terre car, répétons-le, dans un pays au territoire utile réduit et marqué au XX^e siècle par de très importants phénomènes migratoires, ce serait le début d'un bain de sang que tout le monde craint - à commencer par les fins connaisseurs en matière d'ordre public que sont les ex-kagébistes pamiriens qui dirigent maintenant l'autonomie du Haut-Badakhchân⁸⁶. Il s'avère en fin de compte qu'au Tadjikistan, la privatisation de la terre agricole a été une question-clé principalement pour ceux qui n'avaient pas ou plus de lien avec elle⁸⁷.

Hélas pour l'intelligentsia urbaine, il arrivera un moment où la libéralisation économique et les "opérations mains propres" ne seront plus au goût du jour. La frange radicale de la jeune intelligentsia nationale souhaite une sortie rapide de l'orbite russe, certes, mais même ses anciens partenaires libéraux de la nomenklatura industrielle, s'ils recherchent plus d'autonomie politique par rapport à Moscou, ne veulent pas entendre parler d'une réorientation de l'appareil productif du Tadjikistan sur le monde extérieur. Car ils savent à quel point celui-ci est incapable de prospérer, si peu que ce soit,

⁸⁴ Roy (Olivier), "En Asie centrale, kolkhoziens et entrepreneurs", ss. la dir. de Jean-François Bayart, *La réinvention du capitalisme*, Paris, Karthala, 1994, p. 77.

⁸⁵ Rustam (Qâdir), "Deh va shahr. Ên du-râ ʿaqd-i nikâh mebâyad, vagarna der kh^Wâhad shud", *op. cit.* note 34, p. 6.

⁸⁶ Shâhbâzôv (G.), *op. cit.* note 73, p. 3 & 11 ; Amîrbekov (Atâbek), *op. cit.* note 73, p. 14.

⁸⁷ Les textes de l'écrivain samarcandi de Douchanbeh Bahrâm Fîrûz (né en 1939), longtemps drapé dans une toge de commandeur de la perestroïka, sont à cet égard très révélateurs : "Mekh^Wâham bidânam..." [Je veux savoir...], *Adabiyât va sanʿat*, 13 septembre 1990, p. 2 ; "Magar islâhât az bâlâ ba pâyân rasîd?" [Les réformes d'en-haut ont-elles atteint la base?], *Adabiyât va sanʿat*, 21 mars 1991, p. 2 ; "Tâ ba kay dar hâvan âb mekûbem?" [Jusqu'à quand donnerons-nous des coups dans l'eau?], *Adabiyât va sanʿat*, 13 juin 1991, p. 2.

Stéphane A. DUDOIGNON

dans les conditions d'un marché international ouvert. Et il est inutile de parler des sentiments que suscite chez les apparatchiks du sud rural la perspective d'investissements agricoles en provenance de l'Iran.

Duplicité russe

Pendant toute cette période (juillet 1990-octobre 1991), les apparentes tergiversations de Moscou sur l'attitude à adopter envers le conflit qui couve au Tadjikistan doivent beaucoup à la succession d'options contradictoires des protagonistes de la scène politique russe, quant à l'avenir du "centre" fédéral et de la périphérie de l'empire. Nous avons déjà évoqué le rôle des organes de sécurité dans la mise sur pied et le contrôle - plus ou moins ferme - de mouvements de soutien à la perestroïka dans les républiques fédérées, à partir de 1987. Boris Eltsine lui-même hésite longtemps (jusqu'aux derniers mois de 1991) sur le sort à faire à l'ancien espace soviétique et à ses institutions centrales. Il aurait certes préféré le conserver tel quel, et devenir ainsi le chef d'une nouvelle Union retoiletée. Et il faut toute l'obstination d'un Gorbatchev, dont la base politique commence de s'effriter, à s'accrocher à ce "centre" soviétique pour persuader enfin Eltsine d'en finir avec lui, et de s'appuyer désormais sur la seule Fédération de Russie pour rétablir, à terme, l'hégémonie de Moscou sur son hinterland méridional⁸⁸. Ces aléas déterminent les trois phases de la politique russe à l'égard du Tadjikistan.

La première phase (jusqu'à l'été 1990) s'inscrit dans une continuité de la politique andropovienne et se caractérise par un soutien du "centre" aux forces "démocratiques" contre les "conservateurs" de l'appareil. A partir de l'été 1990, l'apparition du *Nahzat* ajoute une pièce de poids à ce dispositif. Il faut souligner que le Parti de la renaissance islamique de l'URSS, depuis sa fondation à Astrakhan en juin 1990, fait figure, pour les stratèges du Kremlin, de force utile d'appoint aux intelligentsias "réformistes", dans certaines régions de la périphérie musulmane ; instrument à géométrie variable, il peut aussi servir contre ces mêmes intelligentsias, lorsque celles-ci se radicalisent et sont tentées par l'option nationaliste. Rappelons que pendant toute l'année qui suit sa création en août 1990, le *Nahzat* tadjik, très aligné sur la direction moscovite du PRI dont il n'est alors qu'une section, se montre aussi hostile aux Démocrates qu'aux communistes de Douchanbeh, et tient un discours fondamentaliste pure eau. C'est l'époque où certains analystes russes pensent sérieusement à un rapprochement entre islamistes et communistes, et commencent de souligner la *compatibilité* entre le communisme et l'islam en Asie centrale, où le système socialiste a été purement et simplement "assimilé" au système "traditionnel"⁸⁹.

⁸⁸ Thom (Françoise), *Les fins du communisme*, *op. cit.*, p. 94.

⁸⁹ Malashenko, Alexei V., "Islam versus Communism", *op. cit.*, p. 63 ; du même auteur "Kommunizm v teni islama" [Le communisme à l'ombre de l'islam], *Vostok* (Moscou), 1993, n° 2, pp. 88-98.

Régionalismes et clivages

L'analyse russe, nourrie d'un siècle d'ethnographie centre-asiatique, suggère qu'il n'y a pas eu de changements socio-économiques majeurs en Asie centrale. Les autochtones continuent d'y travailler, envers et contre la collectivisation et l'industrialisation, dans des secteurs d'activités "traditionnels" (contrairement à d'autres régions musulmanes de l'URSS, comme le Tatarstan ou l'Azerbaïdjan). En contrepartie l'intelligentsia autochtone de type européen, formée depuis la fin des années trente et constituant l'appui le plus fiable du pouvoir soviétique, reste quantitativement réduite, et son influence sur la population insignifiante. Or le discours des fondamentalistes, dans le pays essentiellement rural qu'est resté le Tadjikistan, paraît constitué d'un compromis de pratiques populaires et d'islam doctrinal. La possibilité ne semble donc pas exclue d'un rapprochement du *Nahzat* avec le PC tadjik de Rahmân Nabiev - comme on le voit au même moment, entre islamistes et communistes, au Tatarstan, région pourtant plus industrialisée, où mollahs et apparatchiks se sont ligués pour couper l'élan d'une intelligentsia radicale avide de pouvoir⁹⁰. Et comme pour confirmer le propos des orientalistes russes, le dirigeant du PRI Haydar Djamâl vient à Douchanbeh, en octobre 1991, soutenir la candidature de Nabiev aux élections présidentielles, dans le but explicite d'éviter le renforcement de l'intelligentsia tadjike, restée depuis l'ère Andropov fidèle à ses options néo-zoroastriennes et hostile aux fondamentalistes.

Le hic, qui bouleverse beaucoup de pronostics, est qu'à ce moment la branche tadjike du PRI refuse de se plier au diktat de ses dirigeants "moscovites". Le *Nahzat* tadjik rompt avec le PRI, devient autocéphale, et se dote d'une nouvelle direction (présidée par Muhammadsharîf Himmatzâda et Dawlat Usmân), qui imprime à la ligne politique du parti un tournant à cent quatre-vingt degrés⁹¹. Ce virage a pour corollaire une alliance électorale avec les radicaux du PDT, et ne reste pas sans influence sur le discours du *Nahzat* : ceux-là mêmes qui dénonçaient naguère la démocratie à l'occidentale adoptent brusquement un credo parlementaire - même si la veine anti-européenne et l'appel à restaurer un certain ordre moral "islamique" restent leur fonds de commerce inaliénable⁹².

Islamistes du *Nahzat* et nationalistes du PDT, dont la base électorale est constituée des jeunes sans avenir de Douchanbeh et des communautés rurales du Kouhîstân, ont en commun un handicap à surmonter et un ennemi à abattre. En effet les uns ni les autres n'ont le moindre accès au contrôle de l'appareil industriel, sans lequel il n'est pas de pouvoir politique. En outre leur

⁹⁰ Cf. Garaeva (Nuriye G.), "L'Islam et les Tatars au Tatarstan", communication au colloque *La situation actuelle des musulmans de Russie, d'Asie centrale et du Caucase*, Paris, Centre d'Histoire de l'Islam contemporain de l'Université Paris-Sorbonne, Institut du Monde arabe, 3-5 mars 1994, à paraître ss. la dir. de Dominique Chevalier.

⁹¹ Malashenko, Alexei V., "Islam versus Communism", *op. cit.*, p. 76.

⁹² Himmatzâda (Muhammadsharîf), "Islâm idjbârî nest" [L'islam n'a rien d'obligatoire], *Tcharâgh-i râz*, n° 14, octobre 1991, p. 7.

Stéphane A. DUDOIGNON

implantation locale dans les plaines cotonnières est sensiblement plus faible que celle du Parti communiste, toutes tendances confondues : c'est pourquoi ils n'auront de cesse de dénoncer en commun le "localisme" et l'esprit de canton des technocrates du nord et des apparatchiks du sud.

Le grand retournement tactique d'octobre 1991 fonde la spécificité du cas tadjik en matière de relations entre islamistes et radicaux de l'intelligentsia. Comme au Tatarstan, on assiste bien à l'émergence d'un islam semi-officiel d'origine fondamentaliste prenant de plus en plus une coloration "nationale" ; ici toutefois, au rebours de ce qui se passe à Kazan, les islamistes s'allient avec l'intelligentsia radicale, contre l'appareil communiste. Parallèlement, l'influence grandissante de la *qâziyât* et de son chef Akbar Turadjânzâda au sein de l'opposition favorise la dé-radicalisation du parti islamiste. Le *Nahzat* change rapidement de statut, au lendemain des élections présidentielles de novembre 1991 : de l'organisation de masse de la jeunesse urbanisée qu'il était à ses débuts, on passe à un parti de notables soufis, forts d'implantations locales solides dans la région de Douchanbeh-Kâfirnihân et le Qarâtegîn, et dont le *qâzi* Turadjânzâda offre le profil presque idéal.

Ce faisant, le *Nahzat* perd aussi la vocation tactique initiale qu'il a revêtue pour Moscou. Les dirigeants du PDT auront beau insister sur leur hostilité à la proclamation d'une république islamique pour attirer la sympathie des cercles dirigeants de Russie sur la nouvelle coalition⁹³, ce sont les intellectuels tadjiks de la vieille génération, ralliés en nombre croissant au camp communiste, qui ne tardent pas à apparaître comme les meilleurs défenseurs d'une certaine continuité soviétique face aux périls cumulés du fondamentalisme et du nationalisme. Car l'intelligentsia radicale donne dans la surenchère nationaliste : même à l'Académie des sciences du Tadjikistan, certains semblent avoir à se reprocher une excessive docilité sous l'ancien régime, et tâchent de racheter ces fautes passées en formulant d'inquiétantes revendications territoriales sur le voisin ouzbek. Curieusement, les dirigeants du *Nahzat* sont les premiers à comprendre ce que cette dérive idéologique, étrangère à leurs propres orientations, recèle de menaces pour un changement d'attitude de Moscou et de Tachkent, dont ils pressentent l'intervention⁹⁴.

Beaucoup de choses changent à Moscou, après qu'un Parti démocrate de Russie a assisté à un "Congrès des forces démocratiques de l'URSS" à Douchanbeh, en mai 1991⁹⁵, et qu'Anatoli Sobtchak est venu apporter, en octobre de la même année, les encouragements de Boris Eltsine aux manifestants "démocrates" de la place Âzâdî. Après le putsch d'août 1991, une

⁹³ Malashenko (Aleksej), Moskalenko (Vladimir), "Proigralo li religioznoe dvizhenie v Tadjikistane?" [Le mouvement religieux l'a-t-il emporté au Tadjikistan?], *Nezavisimaja gazeta*, 31 janvier 1992.

⁹⁴ Les objurgations de Dawlat ʿUsmân n'y feront rien : cf. "Silâh salâh-i kâr nest!" [Les armes ne régleront rien], *Tcharâgh-i rûz*, n° 50, [août] 1992, p. 3.

⁹⁵ Sattârzâda (ʿAbdunabî), *op. cit.* note 60, p. 2.

Régionalismes et clivages

coalition des réformes a bien vu le jour à Moscou, rassemblant neuf partis politiques russes parmi les moins négligeables. Mais cette alliance n'a pas duré, achoppant sur l'éternel problème d'un impossible Etat russe, de l'attitude du "centre" par rapport à l'"étranger proche". Une cassure s'est rapidement produite, la majorité optant pour une renaissance de l'empire dans les frontières de l'URSS - d'abord dans le même esprit anti-apparatchik qui a marqué l'ère Andropov-Gorbatchev, puis avec une indulgence de plus en plus marquée pour les "spécificités" politiques de chaque région, notamment en Asie centrale. Accessoirement, la question des "Pieds-Rouges" s'ajoute bientôt à toutes les autres : le Parti démocrate de Russie de Nicolas Travkine, naguère allié de son "homologue" tadjik, le PDT de Shâdmân Yûsuf, devient à Moscou le champion des droits des minorités russes de la périphérie. Les Démocrates tadjiks comprennent de moins en moins l'attitude de la Russie à leur égard, tandis que Moscou comprend (et accepte) de mieux en mieux les contraintes que dicte la spécificité sociologique de son sud - et en tire les conséquences politiques que nous connaissons : un soutien militaire direct aux technocrates de l'appareil communiste.

L'Etat russe est secondé, dans la réintégration de l'Asie centrale à sa zone d'influence, par la formation, à partir de 1992, de puissants groupes d'intérêt de chefs d'entreprises, où se retrouvent, à l'échelle de toute la CEI, aussi bien les dirigeants des grandes entreprises d'Etat et du complexe militaro-industriel qu'un groupe important de petits entrepreneurs de commerce. L'Asie centrale n'est pas en reste dans l'adhésion de ses technocrates de l'économie à ces nouvelles unions - si l'on en juge par le prestige dont y jouit l'une des plus importantes, le Congrès international des industriels et chefs d'entreprises présidé par Arkadi Volski⁹⁶. Ces solidarités retrouvées dicteront la philosophie des régimes post-soviétiques de la région, fondée sur une claire hostilité à tout projet de privatisation des entreprises au profit des collectifs de travailleurs ou de la population dans son ensemble⁹⁷. Le mouvement ne tarde pas à être rejoint par nombre de chefs d'entreprise tadjiks, favorables, nous l'avons dit, à l'économie de marché, à condition que ce ne soit pas à leurs dépens. Le souci de paix sociale de ces unions d'entrepreneurs actives à l'échelle de l'ancien système d'économie intégré, leur volonté affichée de ne pas sacrifier l'emploi ni la production au profit d'une introuvable stabilité financière, et obéir aux injonctions du FMI - nouveau "produit idéologique d'importation" - achèveront de séduire les économistes de l'ex-périphérie soviétique.

III - L'ISOLEMENT CROISSANT ET LES SCISSIONS DU CAMP "DEMOCRATE" (OCTOBRE 1991-DECEMBRE 1992)

Pendant leur première année d'existence politique, de la fondation de leur parti à août 1991, les dirigeants du Parti démocrate du Tadjikistan ont une rhétorique essentiellement oppositionnelle, d'autant plus consensuelle et

⁹⁶ *Pravda Vostoka* (Tachkent), 25 et 26 janvier 1994.

⁹⁷ Lohr (Eric), "Arkadii Volsky's Political Base", *Europe-Asia Studies*, vol. 45, 1993, n° 5, pp. 811-829.

Stéphane A. DUDOIGNON

somme toute commode qu'elle ne les engage pas à grand-chose, tant la perspective d'une véritable alternance politique paraît alors éloignée. Toutefois la fin précipitée de l'URSS et le partage des biens du Parti communiste signifient la possibilité d'un accès rapide au pouvoir, et d'une mainmise tant désirée sur l'appareil économique de la république : enjeu inespéré, créateur de nombreuses rivalités dans les rangs mêmes du PDT, désormais sujet à des crises internes de plus en plus visibles. Parallèlement la résistance opiniâtre des technocrates du Parti, leur alliance avec les apparatchiks du sud tadjik et le renversement d'attitude de Moscou incitent de plus en plus d'intellectuels naguère recrutés pour le soutien à la perestroïka, lorsque celle-ci tenait lieu d'idéologie dominante, à rentrer dans le giron communiste. Le PDT y perdra nombre de ses signatures : dès le printemps 1992, le journal du parti, *Adâlat*, n'est plus fabriqué que par trois ou quatre rédacteurs, et paraît peu en état de jouer le rôle de vecteur d'opinion.

C'en est fini du consensus de l'intelligentsia, qui achève de se scinder en deux camps antagonistes : les "libéraux" et les "radicaux". L'intelligentsia "libérale" de Douchanbeh, enfant choyée du régime Gorbatchev pour ses assauts contre le stalinisme et ses campagnes idéologiques antimafieuses, se retourne contre les réformes, dont elle commence, il est vrai, à supporter le contrecoup économique, à peu près en même temps que son homologue de Russie, qui connaît alors des états d'âme voisins⁹⁸. Parvenus au pouvoir en tandem avec les éléments "réformistes" de la nomenklatura, les écrivains "libéraux" tadjiks, dont la survie est étroitement liée aux prébendes de l'Etat, n'ont pas tardé à comprendre que la poursuite des privatisations demandées par les radicaux menace de scier la branche sur laquelle ils sont assis.

Au demeurant cette intelligentsia "libérale" fort prompte, après 1987, à mener campagne contre les archaïsmes de l'islam, les survivances du stalinisme et les pratiques des "apparatchiks mafieux", s'est montrée principalement attachée, pendant tout le processus de la perestroïka, au maintien de prérogatives catégorielles. (Pendant cette période marquée par la montée des périls, une des rencontres organisées entre les membres de l'Union des écrivains et le président Mahkamov s'est ouverte, le plus sérieusement du monde, sur les problèmes posés par le chantier d'une maison de repos, et a été consacrée, sans rire, à la recherche d'un nouveau public - maintenant qu'on ne peut plus compter sur les rentes liées aux traductions russes et que "la demande du lectorat a beaucoup évolué" ; il fut aisé à Mahkamov, pourtant peu brillant orateur, d'ironiser sur "ces écrivains qui faisaient antichambre chez lui dans le but essentiel d'obtenir une voiture de fonction" ou quelque autre faveur⁹⁹.)

⁹⁸ Sorgin (Vladimir), "Intelligenciya i reformy" [L'intelligentsia et les réformes], *Obshchestvennyye nauki i sovremennost'* (Moscou), 1993, n° 1, p. 43.

⁹⁹ "Suhbat-i prezident bâ adîbân" [Conversation du président avec les écrivains], *Adabiyât va sarfât*, 16 mai 1991, pp. 2-3. Quelques mois plus tôt, lors d'une précédente rencontre, l'écrivain pamirien Salîmshâ Halîmshâ, apôtre du renouveau zoroastrien au Tadjikistan, a insisté sur le devoir pour l'Etat de garantir un revenu aux

La grande redistribution de l'automne 1991 accroît les divisions, au sein de cette intelligentsia d'appareil : il y a donc les "libéraux", lettrés souvent quinquagénaires, originaires de Samarcande ou de la province du nord, disposant de quelques attaches dans l'appareil d'Etat, et prêts à se satisfaire de quelques revenus dans les nouvelles institutions ; et en face d'eux les "radicaux", écrivains et académiciens plus jeunes que les premiers d'une ou deux décennies, issus de régions moins favorisées par le développement industriel (le vaste Kouhîstân), sans accès aux leviers de commande économiques, et donc privés de leur part du gâteau. Le ton monte très vite dans les débats publics opposant les seconds aux premiers, et en phase terminale la génération radicale de Kâfirihân et du Qarâtegîn ne craindra pas d'accuser ses aînés samarcandis, parvenus au pouvoir entre les purges des années trente et la fin de l'ère Brejnev, de n'être que des "étrangers", des "Ouzbeks" arrivés à Douchanbeh dans les fourgons russes après la liquidation de la "vraie" intelligentsia tadjike, et de favoriser les desseins de la Russie et du président "néo-communiste" ouzbek Islam Karimov¹⁰⁰...

Les rangs du PDT sont alors constamment éclaircis par de nombreuses défections d'intellectuels de la première génération, dues non à l'infiltration d'agents du KGB¹⁰¹, mais bien plutôt au débauchage systématique entrepris par le Parti communiste tadjik pour "récupérer" ses transfuges, et plus encore à l'attachement viscéral d'une partie de l'intelligentsia d'appareil à certains "acquis du socialisme" (les siens en l'occurrence). Les écrivains "libéraux" des années Gorbatchev seront les premiers à quitter le navire de l'opposition, au grand scandale de leurs cadets¹⁰². Il y eut ensuite la fameuse affaire Âtchilov-Samiyev¹⁰³, du nom de deux membres de la direction du PDT "retournés" par les communistes au début de 1992.

En même temps, à l'exception des officiers pamiriens de l'ancien KGB, le PDT perdait les précieux appuis dont l'intelligentsia avait bénéficié dans les organes de la sûreté, du temps des campagnes anti-mafieuses. Le cas

artistes et écrivains, en donnant l'exemple du poète persan Firdawsî passant trente années de sa vie à écrire le "Livre des rois" pour l'ingrat Sultân Mahmoud (voir l'article, au titre éloquent, "Râh-i hall-i mushkilât daryâbed!" [Trouvez-donc la solution aux difficultés!], *Adabiyât va san'at*, 24 janvier 1991, pp. 2 & 4).

¹⁰⁰ ^cAbudjabbâr, Tâhir, "Istiqlâliyat muqaddas ast" [L'indépendance est une chose sacrée], *Rastâkhez*, n° 11, mars 1992, p. 2 ; Ziyâev, Tabaralî, "Djallâdân-i tâdjîk-kush" [Les bourreaux des Tadjiks], *Adâlat*, n° 34 (46), [septembre] 1992, p. 5.

¹⁰¹ Qui aurait commencé dès 1988 dans le club politique *Rû ba Rû*, si l'on en croit le dirigeant du *Rastâkhez* Mîrbâbâ Mîrrahîm, *op. cit.*, *Rastâkhez*, n° 13, avril 1992, p. 3.

¹⁰² Voir la charge que Bahrâm Fîrûz (*supra* note 90) déclencha à ses dépens : Rustam (Qâdir), "Daryûzakh^Wâh-i tafriqa-angez, Bahrâm Fîrûz" [Bahrâm Fîrûz, un mendiant en attente de son obole], *Tcharâgh-i rûz*, n° 20, décembre 1991, pp. 7-8.

¹⁰³ Sattârzhâda (^cAbdunabî), *op. cit.* note 60, p. 2.

plus probant fut sans doute celui, que nous connaissons déjà, du procureur Safaralî Kendjaev. Lors de sa nomination à la tête de la commission officielle d'enquête sur la répression des manifestations de février 1990, avec l'assentiment des leaders du *Rastâkhez*, Kendjaev n'aspirait encore qu'à jouer à l'échelle locale le rôle d'un Gdlian ou d'un Ivanov¹⁰⁴. Tandis que l'"enquête" piétine, l'obscur Kendjaev est promu dès août 1990 à de hautes fonctions au sein du soviet suprême du Tadjikistan. En mettant en avant le petit juge de Khoudjand, et avec lui d'autres protagonistes "nordistes" des campagnes anti-apparatchiks, les économistes khoudjandis du Parti communiste font d'une pierre deux coups : ils montrent à la population que l'esprit de la *glasnost* perdure dans le Parti, et attirent dans le camp de la réaction leurs collègues et "pays" de la justice et de la sûreté, dont l'appoint sera déterminant au cours des futurs affrontements. En effet, élu président du parlement en décembre 1991, Safaralî Kendjaev s'affirme comme le véritable leader des Khoudjandis pendant l'année suivante, jusqu'à la victoire politique, avec l'appui des milices du sud.

L'ère des scandales financiers

Pendant la même période se multiplient à Douchanbeh les créations d'entreprises mixtes. Depuis septembre 1991, celles-ci ont pour vocation de permettre aux biens du Parti communiste d'échapper à la nationalisation des lendemains de putsch ; en outre la perspective, de moins en moins improbable, d'une prise du pouvoir par l'opposition tadjike, dont le credo est un libéralisme économique tempéré de centralisme politique, incite maints chefs d'entreprise à mettre l'appareil de production hors de portée d'un gouvernement "démocrate". Les mouvements de capitaux s'intensifient, que dénonce avec vigueur la presse du PDT pendant de l'hiver 1991-92. Les pratiques illicites passées et présentes des apparatchiks de Koulâb, ce n'est pas une surprise, sont de nouveau le point de mire¹⁰⁵. C'est toutefois à Douchanbeh, la capitale, que l'on pêche le gros poisson, comme le montre l'affaire de l'"Ekompt".

Celle-ci révèle une filière de transferts de biens du PC au profit d'une société mixte fondée en février 1991 par l'une des directions du Comité central du PC tadjik (Ekompt signifie d'ailleurs, tout simplement : *Èkonomika Kommunistitcheskoj Partii Tadjikistana*, "Economie du Parti communiste du Tadjikistan"), avec l'assistance de caciques du ministère tadjik du commerce¹⁰⁶. Comme par hasard, c'est en août 1991 que la société est devenue totalement indépendante, par suite de son opportune transformation en

¹⁰⁴ Voir les souvenirs de Mîrbâbâ Mîrrahîm, *op. cit.*, *Rastâkhez*, n° 11, mars 1992, p. 3.

¹⁰⁵ Voir la "révélation" d'une affaire de corruption de l'appareil judiciaire de Koulâb remontant à 1976 : Mîrzâ (Sâdjîda), "Khisht-i qâq-e ki dar devâr tchaspîd" [La brique qui ne tenait pas dans le mur], *Adabiyât va san'at*, 24 janvier 1991, p. 5.

¹⁰⁶ Mîrzâ (Sâdjîda), "Oh Mirella, Mirella!", *Tcharâgh-i rûz*, n° 21, décembre 1991, p. 3.

Régionalismes et clivages

coopérative. Malgré l'absence de liens organiques avec le Comité central, Ekompt n'a jamais cessé d'en recevoir des fonds très importants, sous la forme de prêts à intérêt, qu'à l'époque seule la Banque Populaire de la République du Tadjikistan, institution publique s'il en est, a licence de consentir¹⁰⁷. Ekompt a en outre bénéficié des "ventes" de biens du Parti, comme le montre la transformation du *Politprosvet*, ancien siège de la propagande, à Douchanbeh - où l'auteur de ces lignes avait ses habitudes -, en salle de cinéma. Le réseau de l'Ekompt est fort bien implanté sur tout le territoire de la république, y compris le sud, et constitué d'entreprises aux statuts et spécialités très différents¹⁰⁸.

C'est toutefois la ville de Khoudjand qui semble être la destination principale des matériels et marchandises qui sont acheminés depuis le centre du pays par le directeur de l'Ekompt, avec l'appui logistique d'une importante base de camions de Douchanbeh dirigée par Nazrullâ Dûstov, personnage central de l'échiquier politique tadjik en 1992. (L'Ekompt semble avoir également disposé de complicités dans l'armée de l'air, dès 1990, pour des trafics de biens de consommation avec la Tchécoslovaquie¹⁰⁹). Territoire de repli potentiel en cas de victoire politique du PDT et du *Nahzat*, Khoudjand devait aussi accueillir une banque du Parti communiste, ainsi qu'une fabrique de lingots d'or en provenance du Haut-Badakhchân¹¹⁰. Et nombre d'intellectuels libéraux songèrent sérieusement à y transplanter leurs sections de l'Académie des sciences¹¹¹. Il faut d'ailleurs noter que l'un des protagonistes de ce transfert de compétences économiques et politiques vers la grande cité du nord, par l'intermédiaire de l'Ekompt, est l'ancien secrétaire à l'idéologie du Parti communiste Shâdî Shabdâllov, le véritable "patron" de l'intelligentsia littéraire et scientifique du Tadjikistan à l'époque soviétique.

La formation d'un gouvernement d'union nationale en mai 92, associant pour quelques mois les communistes et la coalition PDT-*Nahzat*,

¹⁰⁷ Sûfiyev (A.), *et alii*, "Pûl-i hizb-i kommunist dar kudjâ pinhân ast?" [Où a-t-on caché l'argent du Parti communiste?], *Adâlat*, n° 2 (14), 1992, p. 6.

¹⁰⁸ Anonyme, "Èkompt nashud, balâ shud!" [Malheur, l'Èkompt a échoué!], *Adâlat*, n° 9 (21), [février] 1992, p. 2 ; Qayûmzâd, *Abduqayûm*, "Tilism-i Èkompt. Âyâ kommunistân âgâhand ki haqq ul-cuzviyatashân ba kudjâ meravad?" [Le talisman de l'Ekompt. Les communistes savent-ils où vont leurs cotisations?], *Tcharâgh-i rûz*, n° 44, [juin] 1992, p. 7 ; Dawlatov (Ismâ'îl), *op. cit.* note 70, p. 3.

¹⁰⁹ Muqîm (Djâvîd), "Bâltaev kîst? Kârtchallân yâ duzd? Otcherk-i sûdî" [Qui est Bâltaev? Entrepreneur ou escroc? Essai-reportage judiciaire], *Adabiyât va sarfat*, 3 janvier 1991, p. 3.

¹¹⁰ Voir l'article-réquisitoire du directeur de la mine d'or "Darwâz" à Shugnâw, Sunnatullâh Mîrzâ, "Durakhsh-e dar miyân-i sang-hâ-yi sard u berûh" [Un éclat parmi les pierres inanimées], propos recueillis par S. Qiyâmpûr, *Adâlat*, n° 10 (22), 1992, p. 3.

¹¹¹ Ainsi l'académicien Akbar Tûrsûnzâd, fondateur d'un centre de recherches économiques (conversation avec l'auteur en juin 1993).

confirme les appréhensions des premiers : l'une des premières initiatives du nouveau pouvoir n'est autre que de proclamer la nationalisation de tous les biens du Parti communiste tadjik. En même temps les radicaux tentent de "récupérer" les biens des nouvelles sociétés, dont Ekomppt présente le meilleur exemple. Leurs tentatives restent vaines, car l'Ekomppt et ses congénères jouissent de la protection d'un nouveau procureur-général, nommé tout exprès par le président Nabiev : le juriste Nurullâ Huwaydullâyev, réfugié à Khoudjand après avoir fait mettre sous les verrous le maire "démocrate" de Douchanbeh en octobre 1991, s'ingénie à torpiller les infructueuses tentatives de la coalition "blanche" (jusqu'à son assassinat en août 1992).

Les ministres PDT-*Nahzat* relancent l'offensive en déclenchant des procès contre d'anciens membres du gouvernement, au premier rang desquels figure l'ancien ministre des Cultures céréalières ^cAbdumalik ^cAbdullâdjânov (personnage central, grand argentier des milices "rouges" pendant la guerre civile et premier ministre de décembre 1992 à décembre 1993), auquel il est reproché d'avoir bâti sa (grande) fortune sur l'exportation de matières premières du Tadjikistan, bradées sur le marché mondial. L'accusation n'est pas une nouveauté : sous Gorbatchev, une société "Trud", fondée par ^cAbdullâdjânov dès 1988, a déjà fait l'objet de poursuites pour avoir exporté en toute illégalité... le parc automobile du ministère dont son directeur est alors titulaire¹¹². Mais le ministre s'en est alors sorti sans peine, et ses employés ont tous été reclassés dans les nouvelles sociétés de leur inventif employeur. Contre l'Ekomppt, dont le même ^cAbdullâdjânov est l'un des principaux organisateurs, le PDT et le *Nahzat* réunis devront s'avouer impuissants.

Faillite de l'idéologie

Incapables d'établir leur pouvoir sur un quelconque segment de l'appareil industriel du pays, puisque même les autonomistes pamiriens, pourtant partenaires de la coalition "blanche", ont soustrait leurs ressources économiques au contrôle de Douchanbeh, les intellectuels d'académie et les mollahs ruraux du Kouhistan qui composent l'essentiel des partis d'alternance doivent se satisfaire du ministère de la propagande. Malheureusement leur discours politique n'est pas plus en prise sur les réalités que leur pratique économique. En effet, sitôt le mouvement "national" arrivé au pouvoir, en mai 1992, les radicaux commettent l'erreur, monumentale, de continuer à cultiver la symbolique nationaliste et persanophile qui a accompagné leur ascension politique - bien après qu'elle eut perdu beaucoup de son aura dans la population urbaine de Douchanbeh, pourtant la plus réceptive aux messages du PDT et du *Nahzat*, mais confrontée cette année-là à une spectaculaire dégradation de ses conditions de vie. C'est laisser aux technocrates de Khoudjand l'avantage de se présenter en pragmatiques, conscients des réalités du pays et des "véritables intérêts" de la population.

¹¹² Bahriiddînov (Nabîdjân), "Târ-i ^cankabût" [La toile de l'araignée], *c*Adâlat, n° 19 (31), 1992, pp. 6-7.

Régionalismes et clivages

Une forme appauvrie et incantatoire de nationalisme se transforme ainsi, au corps défendant de ses propagateurs, en facteur de conservation des structures de l'ancien régime. Les efforts redoublés des radicaux pour inculquer aux Tadjiks la notion d'appartenance à une communauté supra-locale, dans un pays rural dont les segmentations ont été, nous l'avons vu, revitalisées par la soviétisation, consacre l'incapacité intellectuelle de toute une génération, entravée par la référence nationaliste, à faire véritablement son deuil du communisme, en passant d'un culte d'emblèmes identitaires à une conceptualisation de la réalité politique. La rhétorique du tout-national, dont les radicaux imposent les cultes et les cérémonies à la population de Douchanbeh, de mai à octobre 1992, a tout au plus un avantage pour le très fragile gouvernement alternatif : celui d'étouffer dans l'oeuf toute velléité de débat politique, en permettant d'assimiler par avance toute opposition à de la trahison. En fait cet exclusivisme - hérité de la tradition bolchevique - facilitera plus tard l'exclusion durable du champ politique de l'intelligentsia radicale, après une guerre civile impitoyable, à la suite de laquelle les "académocrates" seront renvoyés à leurs académies, tandis que tout ce qui ressemble à un Pamirien ou à un Kouhistâni sera livré en pâture aux vindicatifs miliciens du sud, sortis des gèoles où les ont envoyés les kagébistes de la montagne.

Les événements de 1992, avec le retrait des derniers Khoudjandis de la coalition "blanche" avant l'assaut final emmené par le 201^e DB russe, démontrent que la coexistence d'une fraction radicale de l'intelligentsia et des technocrates de la nomenklatura au sommet du pouvoir relève essentiellement du provisoire. Tôt ou tard les seconds obtiennent de reprendre la totalité du pouvoir politique, y compris les attributs symboliques qu'ils ont abandonnés dans le seul but de temporiser, lorsqu'ils se sentaient en situation d'infériorité et s'occupaient de mettre leur patrimoine productif à l'abri des appétits de leurs adversaires. La vaillante et pathétique résistance du président communiste Rahmân Nabiev, pendant l'année 1992, restera sans doute dans les annales du Tadjikistan comme un modèle de manoeuvre de diversion et de retardement : en concentrant sur sa personne et sa fonction la violence des pressions des radicaux, le vieil apparatchik de Khoudjand (mort en juin 1993) permit à son camp d'affermir ses positions avant le choc final.

Ce n'est pas un hasard si le signal de l'affrontement entre Khoudjandis et Kouhistânis a été donné, en octobre 1991, par l'emprisonnement de plusieurs leaders radicaux parmi les plus en vue. Le maire de Douchanbeh Ikrâmov fut arrêté et mis en sûreté à Khoudjand : il était devenu un personnage gênant pour la nomenklatura du nord depuis son voyage à Téhéran, où il avait signé, pour le compte de sa municipalité, des accords de coopération qui le posaient en interlocuteur autonome des Iraniens, créant un nouveau centre de pouvoir économique au Tadjikistan central¹¹³.

¹¹³ Mîrrahîm (Mîrbâbâ), *op. cit.*, *Rastâkhez*, n° 11, mars 1992, p. 3.

Stéphane A. DUDOIGNON

Certes la victoire militaire de décembre 1992 se solde, pour les technocrates khoudjandis, par un nouveau et douloureux partage du pouvoir puisqu'elle s'accompagne de l'arrivée aux affaires des apparatchiks de Koulâb, dont les hommes trustent les ministères à Douchanbeh depuis les premiers mois de 1993. La cohabitation est difficile entre ennemis d'avant-hier, car les Koulâbis ont cherché d'emblée à étendre leur contrôle à l'ensemble de l'appareil d'Etat du Tadjikistan, bien au-delà de leur zone d'influence régionale. Derrière les mots d'une inusable rhétorique néo-communiste, "nordistes" et "sudistes" s'opposent fondamentalement sur la nature du nouveau régime politique : le régionalisme bien compris des premiers, avantagés par leurs atouts économiques et une demi-décennie d'habiles transferts de fonds, se heurte au centralisme étatiste des seconds, dont la base territoriale, isolée le long de la frontière afghane, reste beaucoup moins bien pourvue en infrastructures industrielles.

Par une curieuse ironie de l'histoire, les communistes "orthodoxes" de Koulâb reprennent à leur compte une bonne part de l'argumentaire centraliste de l'intelligentsia radicale qu'ils viennent de chasser du pouvoir avec la dernière violence. Non contents de lutter contre la régionalisation du Tadjikistan et l'autonomie économique de Khoudjand, où le puissant ^cAbdumalik ^cAbdullâdjânov s'est replié après son éviction du gouvernement en décembre 1993, les Koulâbis ont exigé et obtenu la recréation d'une présidence de la république, que les vainqueurs de la guerre civile avaient pourtant sagement abolie quelques mois plus tôt, pour éviter de créer un abcès de fixation à leurs différends potentiels. Et lors des élections présidentielles prévues pour septembre 1994, le poste de chef de l'Etat pourrait échoir, pour la première fois dans l'histoire du Tadjikistan, à un apparatchik de Koulâb, qui n'est autre que l'actuel président du parlement Imâmali Rahmânov.

Pendant ce temps, les Khoudjandis font le dos rond. Leur figure de proue Safarali Kendjaev a été écartée du pouvoir central, et doit se contenter pour le moment du modeste poste de procureur de district à Qayraq-Qoum, dans la périphérie de Khoudjand. Car les Koulâbis sont aujourd'hui tout-puissants, or c'est contre eux, rappelons-le, que Kendjaev a mené, il y a seulement quelques années, les purges auxquelles il a dû une bonne partie de son ascension personnelle - avant de se résoudre, la mort dans l'âme, à faire appel aux milices du sud en 1991 (non sans se débarrasser au passage de leur leader politique Rustam Ibrâhîmov, abandonné aux milices "blanches" en octobre 1991, après l'échec d'une attaque surprise contre Douchanbeh). Comme on le voit, la victoire totale de la nomenclature n'a pas signé le retour au consensus politique, même si les technocrates du nord et les apparatchiks du sud peuvent se féliciter d'avoir empêché les candidats à la promotion sociale, les *kontrèlitchiki* du Kouhistan, de s'emparer des leviers de commande.

Une "élite" intellectuelle léguée par le communisme

Reste à savoir que faire de l'intelligentsia. Celle-ci a-t-elle pu tirer quelque bénéfice, ou apparaît-elle plutôt comme la principale victime des

Régionalismes et clivages

évolutions en cours en Asie centrale? Les jeunes intellectuels radicaux brièvement propulsés au gouvernement en 1992, par suite d'une retraite tactique du Parti communiste tadjik, n'avaient guère à offrir de compétences économiques. La jeune intelligentsia tadjike, formée pendant la dernière décennie de la période soviétique, s'est avérée médiocrement préparée à comprendre les logiques de la production de richesses dans le contexte social du Tadjikistan.

A la décharge de cette "élite" (le terme russe *èlita* a connu une vogue remarquable, ces deux dernières années, dans tous les Etats de la CEI), il ne faut pas oublier qu'elle avait naguère pour vocation principale de satisfaire à une sélection régentée par le Parti communiste. Au Tadjikistan cela voulait dire, pour les étudiants de plus en plus nombreux originaires du Kouhistan et des communautés *muhâdjir* du centre et du sud, une orientation systématique vers les filières "littéraires", et des possibilités réduites d'acquérir une quelconque compétence technique. Passée la guerre civile, les membres de cette nouvelle et surabondante génération d'idéologues, lorsqu'ils ont échappé aux massacres ou à l'exil, sont aussi peu en mesure qu'auparavant d'accéder aux professions qui confèrent désormais la maîtrise des biens de production - car celles-ci sont monopolisées par la nouvelle classe de *kârtchallân* issus du Parti. Ils aspireront de nouveau, et tout naturellement, à occuper les lieux de pouvoir dévolus jusqu'à nos jours à l'intelligentsia libérale. Leur destinée semble donc essentiellement dépendante de l'évolution des structures du pouvoir politique, et paraît très liée aux partages d'autorité en cours entre les vainqueurs d'hier.

L'impréparation des jeunes lettrés révolutionnaires a grandement contribué à la désillusion et à l'apathie avec lesquelles la population de Douchanbeh a finalement accueilli le retour à l'ordre communiste. La critique rétrospective des abus du régime soviétique et la satire de la "bêtise" ou de l'"alcoolisme" supposés de Rahmân Nabiev masquaient mal l'indigence d'un discours politique qui, après un début en fanfare, fit rapidement l'impasse sur l'imagination du changement. La décommunisation, pensée par les dirigeants du PDT et de leurs alliés du *Nahzat* en termes de purges, de règlements de comptes personnels, s'est laissée réduire à une suite de tentatives brutales et désordonnées pour empêcher les entrepreneurs "rouges" de mettre leurs trésors à l'abri des confiscations. Et plus on se gargarisait de "démocratie" et de "marché", plus le contenu de ces mots se dérobaient derrière le paradoxe d'un étatsisme néo-bolchevique, pourfendeur des clientélismes d'un Parti communiste remarquablement organisé et en prise sur l'ensemble de la société.

Finalement la jeune intelligentsia nationale s'est montrée étonnamment conforme à son modèle russo-soviétique, par son isolement vis-à-vis de la masse rurale de la population comme des réalités de l'appareil productif du Tadjikistan. Et l'un des traits les mieux partagés par les nationalistes du Tadjikistan et les réformistes de Moscou reste leur mépris commun de lettrés pour le "peuple" et son "arriération" (tadj.

ʿaqabmândagî)¹¹⁴ - une vision directement héritée de la tradition russe du XIX^e siècle.

Prenant pour réalité les slogans gorbatchéviens, les radicaux n'ont cessé de se réclamer d'un introuvable Etat de droit et de brocarder ces communistes qui "ignoraient" la loi ou la foulaient aux pieds. Peut-être ne croyaient-ils pas si bien dire, dans une contrée où la légalité soviétique a toujours servi à masquer des pratiques sociales et politiques peu compatibles avec le centralisme moscovite. C'est sans doute pourquoi, aujourd'hui au Tadjikistan, en dehors de l'establishment communiste, rarissimes sont ceux qui peuvent prétendre s'occuper des affaires publiques. Et le spectacle de la nouvelle classe politique constituée d'anciens apparatchiks attachés aux attributs symboliques du communisme vient renforcer les observateurs dans leur sentiment initial d'immobilité.

*
* *

Selon les stratèges des réformes andropoviennes puis de la perestroïka, les structures du PCUS auraient dû faire place à celles d'un Etat soviétique nouvelle manière, appuyé dans les républiques sur des appareils constitués de technocrates et d'intellectuels. Au lieu de quoi on a assisté au démantèlement de l'Etat soviétique, poussant les anciens fonctionnaires à s'inventer une légitimité "démocratique". Certes l'acuité de la crise économique et la pénurie de biens de production ont transformé cette évolution en facteur d'éclatement. Mais les sociétés d'Asie centrale n'étaient pas amorphes, et elles se sont donc émiettées en unités fonctionnelles : régions, villes, quartiers, villages, mutuellement liés par les interdépendances économiques d'hier. L'unité de base, entreprise ou kolkhoze, s'est avérée la plus solide et a résisté à toutes les tentatives de changement.

L'extrême violence, dans les campagnes tadjikes, des heurts inter-communautaires qui ont suivi, pendant la demi-décennie écoulée, la dissolution de l'Etat soviétique, témoigne de cette fragmentation accélérée. N'oublions pas cependant que c'est la ville qui a engendré les clivages qui se sont ensuite diffusés dans tout le Tadjikistan à partir d'enjeux, politiques et économiques, surgis dans la capitale de la république. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si Douchanbeh et ses lieux de pouvoir concurrents, que les manifestations antagonistes de la place Âzâdî et de la place Shahîdân, en 1992, ont prolongés dans la rue, ont été le foyer ou la scène de tous les affrontements initiaux de la guerre civile - avant un déplacement "à l'afghane" vers les zones rurales, qui n'est pas antérieur au printemps 1992.

La spécificité du cas tadjik tient au fait que cette capitale, qui est une création du régime soviétique dans une région sans villes, a toujours dû l'essentiel de son existence aux centres de pouvoir politique et économique qui

¹¹⁴ ʿAbdudjabbâr (Tâhir), *op. cit.*, *Rastâkhez*, n° 14, mai 1992, p. 3.

Régionalismes et clivages

s'y sont trouvés domiciliés. La population de Douchanbeh, composée en grande majorité de migrants de la première génération, est demeurée fragmentée en communautés, parfois réparties en quartiers selon les origines régionales, et qui toutes ont maintenu d'étroits contacts avec leurs terroirs respectifs : chaque fois que furent organisées à Douchanbeh des brigades d'auto-défense et autres milices de quartier, depuis février 1990, ces allégeances régionales se sont exprimées au détriment d'une plus grande homogénéité - et au désespoir de l'intelligentsia, pour laquelle cette capitale a-historique, créée de toutes pièces par le soviétisme, devait être le ciment de la jeune nation tadjike¹¹⁵.

Les accusations mutuelles de "localisme" et les professions de foi nationales qui ont fait l'essentiel du débat public à Douchanbeh relevaient, dès les prémisses du changement politique, de la manipulation de communautés régionales dans le cadre d'une lutte pour le pouvoir d'Etat. En cela le Tadjikistan retrouve une part de la normalité soviétique dont les observateurs l'ont souvent privé, davantage frappés qu'ils étaient par l'exotisme de querelles de cantons en apparence ancestrales, que conscients des véritables enjeux d'un conflit déplorablement "moderne".

Or, malgré la fortune récente de la tadjikologie appliquée dans les cercles universitaires occidentaux, nous devons constater que les enjeux initiaux de la guerre civile du Tadjikistan, comme la nature des segmentations qu'ils engendrent, nous demeurent insuffisamment connus. La tâche qui attend historiens et sociologues est ardue, passablement périlleuse, mais peut s'avérer utile à un règlement du conflit auquel les institutions internationales sont invitées à réfléchir, mais qui sera voué à l'échec s'il ne prend pas en compte la logique, en constante évolution, des acteurs.

Août 1994

Bibliographie

- : signale un article de la presse tadjike.

* : signale une analyse russe ou occidentale.

- ^cAbdudjabbâr (Tâhir), "Istiqlâliyat muqaddas ast" [L'indépendance est une chose sacrée], *Rastâkhez* (Douchanbeh), n° 11, mars 1992, p. 2, & n° 14, mai 1992, p. 3.
- ^cAbdullâh (Sunnatullâh), "Sâhib-i haqîqî-yi zamîn kîst?" [Qui est le vrai propriétaire de la terre?], *Adabiyât va san^cat* (Douchanbeh), 18 octobre 1990, p. 2.
- ^cÂbidov (Habîbullâ), "Marketing va ghayra" [Le marketing, et ce qui s'ensuit], propos recueillis par N. Zûrâbek, *Adabiyât va san^cat*, 24 janvier 1991, p. 11.

¹¹⁵ Latîffî (Âtakhân), "Dushanbe Tâdjîkistân ast!" [Douchanbeh, c'est le Tadjikistan!], *Tcharâgh-i rûz*, n° 53, [août] 1992 p. 1.

Stéphane A. DUDOIGNON

- Amîrbekov (Atâbek), "Dar devâr-râ mekafânad" [Une porte ouverte, et c'est le mur qui s'écroule], *Adabiyât va san^{cat}*, 13 juin 1991, p. 14.
- Anonyme, "Èkompt nashud, balâ shud!" [Malheur, l'Èkompt a échoué!], *Adâlat* (Douchanbeh), n° 9 (21), 1992, p. 2.
- Anonyme, "Ittihâd-i mushtariyân dast-i dîgar-i mafia?" [L'Union des consommateurs : une nouvelle tentacule de la mafia?], *Adâlat*, n° 9 (21), 1992, p. 5.
- Asadullâ (Nasrullâ), "Sukhan-e tchand az tadjriba-yi dukân-i tidjâratî dar Dushanbe" [A propos de l'expérience des boutiques de commerce à Douchanbeh], *Adabiyât va san^{cat}*, 7 février 1991, p. 3.
 - "Lukhtakbâzî, yâ amvâdj-i qarsak-hâ-yi bardavâm dar tâlâr-i bâzsâzî. Felyeton dar mawzû-i rûz" [Un spectacle de marionnettes : tonnerres d'applaudissements sur la scène de la perestroïka (feuilleton sur un thème d'actualité)] *Adabiyât va san^{cat}*, 14 février 1991, p. 5.
 - "Huqûq-i mushtariyân-râ kî muhâfizât mekunad?" [Qui va défendre les droits des consommateurs?], *Adabiyât va san^{cat}*, 28 mars 1991, p. 13.
 - "Qânûn-hâ-yi nâ mukammal, yâ khûd barâ-yi tchi djumhûriyat-i mâ tâ hâl prokuror nadârad?" [Des lois imparfaites : pourquoi notre république n'a-t-elle toujours pas de procureur?], *Adabiyât va san^{cat}*, 25 avril 1991, p. 3.
- Asadullâ (Nasrullâ), Sayfuddîn (Pâtchâkhân), "Ba kî fâyida u ba kî zarar" [A qui le profit, à qui la perte?], *Adabiyât va san^{cat}*, 20 septembre 1990, p. 2.
- Atâwullâ (Dâdâdjân), "Tcharâ az tchahâr djânib Tâdjikistân-râ khatar tahdîd mekunad" [Pourquoi le Tadjikistan est-il menacé de toute part], *Tcharâgh-i rûz*, n° 56 [septembre] 1992, p. 6.
- * Atkin (Muriel), "Religious, National and Other Identities in Central Asia", Jo-Ann Gross (dir.), *Muslims in Central Asia. Expressions of Identity and Change*, Durham and London, Duke University Press, 1992, pp. 46-72.
- Ayyûb (Salîm) "Dard-i dil-i mardum, yâ angeza-hâ-yi miting-i Komsomolobod" [La douleur des gens : slogans du meeting de Komsomolâbâd], *Adabiyât va san^{cat}*, 17 août 1989, p. 2.
- Bahriddînov (Nabîdjân), "Târ-i ^cankabût" [La toile de l'araignée], *Adâlat*, n° 19 (31), 1992, pp. 6-7.
- * Bertrand (André), "Naissance d'une opinion publique au Tadjikistan", *Autrement*, Série Monde, h.s. n° 64, octobre 1992, pp. 205-215.
- * Brown (Bess), "Political developments in Soviet Central Asia : some aspects of the restructuring process in Turkmenistan, Kirgizia and Kazakhstan in the late 1980s", Shirin Akiner (dir.), *Political and Economic Trends in Central Asia*, London, British Academic Press & Tauris, 1992, pp. 62-74.
- * Bushkov (V. I.), "Tadzhikskij avlod tysjacheletija spustja..." [La notion de lignage masculin chez les Tadjiks, à mille ans d'intervalle...], *Vostok*, 1991, n° 5, pp. 72-81.
- Dâdâ (Lutfishâh), "Kî meguyad ki mâ kîstem?" [Qui nous dira qui nous sommes?], *Adabiyât va san^{cat}*, 11 octobre 1990, p. 11.
- Dawlatov (Ismâ'îl), "Gurusnagî nameshavad, vale..." [Il n'y aura pas de famine, mais...], *Tcharâgh-i rûz*, n° 51, [août] 1992, p. 3.
- * De La Tour (Etienne), "Le Tadjikistan soviétique sous l'empire du pavot", *Inter-Dépendances*, 1991, n° 3, pp. 6-9.

Régionalismes et clivages

- * Dudoignon (Stéphane A.) "Changements politiques et historiographie en Asie Centrale (Tadjikistan et Uzbekistan, 1987-1993)", *Cahiers d'Etudes sur la Méditerranée Orientale et le Monde Turco-Iranien*, n° 16, juin-décembre 1993, pp. 83-135.
 - "Forces et partis politiques au Tadjikistan (1989-1993)", communication au colloque *Tadjikistan : les défis de l'indépendance*, Genève, Institut Universitaire des Hautes Etudes Internationales, 15 décembre 1993, actes à paraître ss. la dir. de M.-R. Djalili et F. Grare, Genève, automne 1994.
 - "Limites et perspectives du renouveau politique en Asie Centrale. L'exemple de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan", communication au Séminaire "Asie centrale" du Centre de recherches Entreprises et Sociétés, Genève, 14-16 février 1994.
- Fîrûz (Bahrâm), "Mekh^Wâham bidânam..." [Je veux savoir...], *Adabiyât va san^Cat*, 13 septembre 1990, p. 2.
 - "Magar islâhât az bâlâ ba pâyân rasîd?" [Les réformes d'en-haut ont-elles atteint la base?], *Adabiyât va san^Cat*, 21 mars 1991, p. 2.
 - "Tâ ba kay dar hâvan âb mekûbem?" [Jusqu'à quand donnerons-nous des coups dans l'eau?], *Adabiyât va san^Cat*, 13 juin 1991, p. 2.
- Gadâyev (Sayyidibrâhîm), "Râh-i djannat az duniyâ meguzarad" [Le chemin du paradis passe ici-bas], *Tcharâgh-i rûz*, n° 20, décembre 1991, p. 7.
- * Garaeva (Nuriye G.), "L'Islam et les Tatars au Tatarstan", communication au colloque *La situation actuelle des musulmans de Russie, d'Asie Centrale et du Caucase*, Paris, Centre d'Histoire de l'Islam contemporain de l'Université Paris-Sorbonne, Institut du Monde arabe, 3-5 mars 1994, à paraître ss. la dir. de Dominique Chevalier.
- * Gleason (G.), "Fealty and Loyalty : Informal Authority Structures in Soviet Asia", *Soviet Studies*, vol. 43, 1991, n° 4, pp. 613-628.
- Hakîm (Askar), "Ittifâq yâ djudâyî" [Tous ensemble ou chacun pour soi?], *Adabiyât va san^Cat*, 13 juin 1991, p. 4.
- * Hetmanek (Allen), "Islamic Revolution and Jihad come to the former Soviet Central Asia : the case of Tajikistan", *Central Asian Survey*, vol. 12, 1993, n° 3, pp. 365-378.
- Himmatzâda (Muhammadsharîf), "Islâm idjbârî nest" [L'islam n'a rien d'obligatoire], *Tcharâgh-i rûz*, n° 14, octobre 1991, p. 7.
 - "Khudâ bâ mâ-st, pîrûzî nîz" [Dieu est avec nous, la victoire aussi] (entretien), *Tcharâgh-i rûz*, n° 45, [juin] 1992, p. 3.
- Îstad (Adash), "Qânûn-i zamîn-e ki seb-hâ-yi tillâyî ba bâr âvarad" [Une loi sur la terre qui fera pousser des pommes d'or], *Adabiyât va san^Cat*, 25 octobre 1990, p. 11.
 - "Vatan az kudjâ tâ ba kudjâ-st? Âyîd ba fahmish-i muzâfâtî, kosmopolitî wa haqîqî-yi mehan" [Où commence et où s'arrête la patrie? Sur les notions localiste, cosmopolite et authentique de patrie], *Adabiyât va san^Cat*, 7 mars 1991, pp. 8-9.
 - "Sabad-i sangîn, va yâ khûd tchand 'sirr-i makhfî'-yi yak navîsanda-yi surkh" [Un pénible fardeau : quelques 'secrets cachés' d'un écrivain rouge], *Tcharâgh-i rûz*, n° 30, mars 1992, p. 3.

- Îstad (Adash), Bahmanyâr, Qâsim (Nizâm), Sâleh (Muhammadzamân), ^çAyyûb (Salîm), Saydar (Muhammadrahîm), Qurbân (Muhibullâh), Âstân (Rahmân), "Murâdji^çat-nâma-yi adîbân-i djavân ba deputat-hâ-yi khalq-i Tâdjikistân" [Lettre ouverte de jeunes écrivains aux députés du peuple du Tadjikistan], *Adabiyât va san^çat*, 22 novembre 1990, pp. 1 & 14.
- Karamshâyev (Dâdkhudâ) *et alii*, "Vilâyat-i mukhtâr ba mâ darkâr" [Ce dont nous avons besoin, c'est une région autonome], *Adabiyât va san^çat*, 27 juin 1991, p. 11.
- Karîmov (Bûrî), "Zandjîr-i bahmanmâh", *Tcharâgh-i rûz*, n° 28, février 1992, p.3.
 - "Sâzish-i nangîn" [Un compromis indigne], *Tcharâgh-i rûz*, n° 52, [août] 1992, p. 6.
- Kendjaev (Safarâlî), "Ba khalq bâyard haqîqat-râ bigûyem" [Nous devons dire la vérité au peuple], *Adabiyât va san^çat*, 7 février 1991, p. 2.
 - "Idjrâ-yi qânûn tchitawr?" [Et que fait-on de l'application de la loi?], *Adabiyât va san^çat*, 27 juin 1991, p. 4.
- * Kochko (Dmitri de), Datskevitch (Alexandre), *L'Empire de la drogue. La Russie et ses Marches*, Paris, Hachette, 1994.
- Latîfî (Âtakhân), "Dushanbe Tâdjikistân ast!" [Douchanbeh, c'est le Tadjikistan!], *Tcharâgh-i rûz*, n° 53, [août] 1992 p. 1.
- * Lohr (Eric), "Arkadii Volsky's Political Base", *Europe-Asia Studies*, 45/5, 1993, pp. 811-829.
- Mahkamov (Qahhâr), "Burdbârî zarûr" [La patience s'impose], propos recueillis par Nasrullâ Asadullâev, *Adabiyât va san^çat*, 27 juillet 1989, p. 16.
 - "Suhbat-i prezident bâ adîbân" [Conversation du président avec les écrivains], *Adabiyât va san^çat*, 16 mai 1991, pp. 2-3.
- * Malashenko (Alexei V.), "Islam versus Communism", Dale F. Eickelman (dir.), *Russia's Muslim Frontiers, New Directions in Cross-Cultural Analysis*, Bloomington and Indianapolis, Indiana University Press, 1993, pp. 63-70.
 - "Kommunizm v teni islama" [Le communisme à l'ombre de l'islam], *Vostok*, 1993, n° 2, pp. 88-98.
- * Malashenko (Aleksej), Moskalenko (Vladimir), "Proigralo li religioznoe dvizhenie v Tadjikistane?" [Le mouvement religieux l'a-t-il emporté au Tadjikistan?], *Nezavisimaja gazeta*, 31 janvier 1992.
- * Maljutin (Mihajl), "'Novaja' èlita v novoj Rossii" [Une élite nouvelle dans la Russie nouvelle], *Obshchestvennye nauki i sovremennost'* (Moscou), 1992, n° 2, pp. 36-45.
- Mavlân (Hâlmahmad), "Tâdjikistânâ, nayâftî peshvâ!" [Ô Tadjikistan, tu n'as pas trouvé de leader!], *çAdâlat*, n° 1 (13), [janvier] 1992, p. 4.
- * Medvedev (Vladimir), "Saga o Bobo Sangake, voine" [La saga de Bâbâ Sangak, guerrier], *Druzha Narodov* (Moscou), 1993, n° 6, pp. 188-205.
- Mîrrahîm (Mîrbâbâ), "Tâdjikistân dar peshârû-yi inqilâb ast" [Le Tadjikistan est à la veille d'une révolution], *Rastâkhez*, n° 11, mars 1992, p. 3, & n° 13, avril 1992, p. 3.
- Mîrzâ (Sâdjîda), "Khisht-i qâq-e ki dar devâr tchaspîd" [La brique qui ne tenait pas dans le mur], *Adabiyât va san^çat*, 24 janvier 1991, p. 5.
 - "Oh Mirella, Mirella!", *Tcharâgh-i rûz*, n° 21, décembre 1991, p. 3.

Régionalismes et clivages

- "Gurg-i rahîda" [Un loup que l'on remet en liberté], *Tcharâgh-i rûz*, n° 51, [août] 1992, p. 6.
- Mîrzâ (Sunnatullâh), "Durakhsh-e dar miyân-i sang-hâ-yi sard u berûh" [Un éclat parmi les pierres inanimées], propos recueillis par S. Qiyâmpûr, *Adâlat*, n° 10 (22), 1992, p. 3.
- Mullâdjân (Mas'ûd), "Yak sâl bigzasht" [C'était il y a un an], *Adabiyât va san'at*, 14 février 1991, p. 2.
- * Mullodzhanov (P.), "Islam i politika v Tadjikistane" [Islam et politique au Tadjikistan], *Maverannahr* (Moscou), [n° 1], août 1992, pp. 15-21, carte.
- Muqîm (Djâvîd), "Bâltaev kîst? Kârtchallân yâ duzd? Otcherk-i sûdî" [Qui est Bâltaev? Entrepreneur ou escroc? Essai-reportage judiciaire], *Adabiyât va san'at*, 3 janvier 1991, p. 3.
- Nâyâbshâh (Zûrâbek), "Shâh bâyad shâh bâshad" [Il faut que le roi soit roi], *Adabiyât va san'at*, 6 septembre 1990, p. 2.
- * Olcott (Martha Brill), "Central Asia's Political Crisis", Dale F. Eickelman (dir.), *Russia's Muslim Frontiers. New Directions in Cross-Cultural Analysis*, Bloomington and Indianapolis, Indiana University Press, 1993, pp. 49-62.
- * Olimova (S.), Olimov (M.), "Obrazovannyj klass Tadjikistana v peripetijah XX v." [La classe instruite du Tadjikistan dans les vicissitudes du XXe siècle], *Vostok* (Moscou), 1991, n° 5, pp. 95-103.
- Qayûmzâd (Abduqayûm), "Tilism-i Êkompt. Âyâ kommunistân âgâhand ki haqq ul-çuzviyat-ashân ba kudjâ meravad?" [Le talisman de l'Ekomp. Les communistes savent-ils où vont leurs cotisations?], *Tcharâgh-i rûz*, n° 44, [juin] 1992, p. 7.
- Rahîmov (Rahmatbây), "Dar Tâdjikistân djang-i mahal nest, dar Tâdjikistân djang-i idea-hâ-st" [La guerre du Tadjikistan n'est pas un conflit régional, mais idéologique] (propos recueillis par Qâdir Rustam), *Tcharâgh-i rûz*, n° 45, [juin] 1992, p. 6.
- * Rakowska-Harmstone (Teresa), *Russia and Nationalism in Central Asia. The Case of Tajikistan*, Baltimore, The John Hopkins Press, 1970.
- * Ro'i (Yaacov), "Political Education in Soviet Central Asia", Shirin Akiner (dir.), *Political and Economic Trends in Central Asia*, London, British Academic Press & Tauris, 1992, pp. 43-61.
- * Roy (Olivier), "Les élites politiques en Asie Centrale", communication au Séminaire "Asie Centrale" du Centre de Recherches Entreprises et Sociétés, Genève, 14-16 février 1994.
 - "En Asie Centrale, kolkhoziens et entreprenants", dans *La réinvention du capitalisme*, ss. la dir. de Jean-François Bayart, Paris, Karthala, 1994, pp. 73-86.
- Rustam (Qâdir), "Daryûzakh^{Wâh}-i tafriqa-angez, Bahrâm Fîrûz" [Bahrâm Fîrûz, un mendiant en attente de son obole], *Tcharâgh-i rûz*, n° 20, décembre 1991, pp. 7-8.
 - "Deh va shahr. În du-râ^Çaqd-i nikâh mebâyad, vagarna der kh^{Wâh}ad shud" [Le village et la ville. Ceux deux-là, il faut les marier, sinon il sera bientôt trop tard], *Tcharâgh-i rûz*, n° 56, [septembre] 1992, p. 6.
- Sâdiqov (U.), Sâdiqov (B.), *Ismâ'îl-i Bukhârî*, scénario de cinéma, Boukhara-Douchanbeh, Ismâ'îl-al-Bukhârî-Film et Sînamâ, 1993.

Stéphane A. DUDOIGNON

- Safar (Gurez), "Dar qabûl-i sardâr. Hikâya-yi hadjvî" [Dans le bureau du chef. Nouvelle satirique], *Adabiyât va san'at*, 14 mars 1991, p. 9.
- Sa'ïd (Nasriddîn), "Zamîn-i padarân-râ nabâyad furûkht" [On n'a pas le droit de vendre la terre de ses ancêtres], *Adabiyât va san'at*, 29 novembre 1990, pp. 3 & 11.
- Saidov (Abdurahmân), "Zamîn mâl-i kîst?" [A qui la terre appartient-elle?], propos recueillis par Sâdjîda Mîrzâ, *Adabiyât va san'at*, 14 février 1991, p. 15.
- Salîmpûr (Mîrzâ), "Mâ-râ kî kudjâ mebarad?" [Qui nous emmène où?], *Tcharâgh-i rûz*, n° 1, juin 1991, p. 3.
 - "Nîm-i Tâdjikistân be Nabiev mând" [La moitié du Tadjikistan échappe aujourd'hui à Nabiev], *Tcharâgh-i rûz*, n° 52, [août] 1992, p. 5.
- Sattârzâda (Abdunabî), "Mard-i râh, tîfl-i dû sâla" [Le bébé a maintenant deux ans], *Adâlat*, n° 33 (45), [août] 1992, p. 2.
- Shâhbâzôv (G.), "Ba kisht bâyad mashghûl bûd dehqân-râ" [Un agriculteur, ça doit s'occuper d'agriculture], *Adabiyât va san'at*, 29 novembre 1990, p. 3 & 11.
- Shâhzâda (Sultân), "Bilet-i hizbîyam hanûz bâ man ast" [J'ai encore ma carte du parti], *Adabiyât va san'at*, 30 mai 1991, p. 12.
- * Sokoloff (Georges), *La puissance pauvre. Une histoire de la Russie de 1815 à nos jours*, Paris, Fayard, 1993.
- * Sorgin (Vladimir), "Intelligenciya i reformy" [L'intelligentsia et les réformes], *Obshchestvennye nauki i sovremennost'* (Moscou), 1993, n° 1, pp. 42-50.
- Sûfiev (A.), *et alii*, "Pûl-i hizb-i kommunist dar kudjâ pinhân ast?" [Où a-t-on caché l'argent du Parti communiste?], *Adâlat*, n° 2 (14), 1992, p. 6.
- * Thom (Françoise), *Le moment Gorbatchev*, Paris, Hachette, 1989.
 - *Les fins du communisme*, Paris, Critérian, 1994.
- Usmân (Dawlat), "Silâh salâh-i kâr nest!" [Les armes ne régleront rien], *Tcharâgh-i rûz*, n° 50, [août] 1992, p. 3.
- Yûsuf (Shâdmân), "Mâ haqq nadârem ki taqdîr-i Tâdjikistân-râ ba dast-i shakhs-i marîz u maynûsh supârem" [Nous n'avons pas le droit de confier le destin du Tadjikistan à un homme malade, doublé d'un ivrogne], *Adâlat*, n° 33 (45), [août] 1992, p. 4.
- Ziyâev (Tabarâlî), "Djallâdân-i tâdjîk-kush" [Les bourreaux des Tadjiks], *Adâlat*, n° 34 (46), 1992, p. 5.